



République du Congo  
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DU PLAN,  
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE  
ET DE L'INTÉGRATION



Union Européenne

**PROJET DE CONSOLIDATION DE LA RECONCILIATION  
PAR L'APPUI AUX POPULATIONS TOUCHÉES PAR LES  
CONFLITS**

---

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

**N° PCR/UE/DAO-01/03/11**

**Construction / Réhabilitation d'infrastructures  
Scolaires, sanitaires et d'ouvrages de franchissements (dalots, ponts)**

**dans le Département du Pool**

---

**Financement: 9ème Fonds Européen de Développement**

**Mars 2011**

**Composition du Dossier d'Appel d'Offres**

Le présent Dossier d'Appel d'Offres est constitué des documents suivants :

1. Avis de marché de travaux
2. Lettre d'invitation à soumissionner
3. Instructions aux Soumissionnaires (IS)
4. Formulaire de Soumission/Appendice de l'offre
5. Questionnaire offre technique (incluant l'avis additionnel aux soumissionnaires)  
et les formulaires d'offre technique annexés
6. Grille de conformité administrative et la grille d'évaluation
7. Projet de contrat
8. Conditions particulières
9. Conditions générales des marchés de travaux
10. Modèle de garantie de préfinancement
11. Modèle de garantie d'exécution
12. Modèle de garantie de retenue
13. Régime fiscal et douanier
14. Spécifications techniques
15. Modèles d'offre financière
16. Documents de conception et les plans

## **AVIS DE MARCHE DE TRAVAUX**

# AVIS DE MARCHÉ DE TRAVAUX

## Construction/réhabilitation d'infrastructures scolaires, sanitaires et D'ouvrages de franchissements dans le département du Pool

### 1. Référence de publication

N° PCR/UE/DAO-01/03/11

### 2. Procédure

Appel d'offres ouvert local

### 3. Programme

9<sup>ème</sup> Fonds Européen de Développement (FED)

### 4. Financement

Convention de financement N° 9896/ COB

### 5. Pouvoir adjudicateur

**MINISTRE DE L'ECONOMIE DU PLAN, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'INTEGRATION (MEPATI)**  
**DIRECTION DES PROGRAMMES AVEC L'UNION EUROPEENNE 7EME ETAGE**  
**REPUBLIQUE DU CONGO, BRAZZAVILLE**

## SPÉCIFICATIONS DU MARCHÉ

### 6. Description du marché

Le Projet de Consolidation de la Réconciliation par l'appui aux populations touchées par les conflits (PCR) financé dans le cadre du 9<sup>ème</sup> FED (Fonds Européen de Développement) lance le présent Avis de marché de travaux pour la Construction/Réhabilitation d'infrastructures scolaires, sanitaires et d'ouvrages de franchissements dans le département du Pool.

### 7. Nombre et intitulés des lots

L'ensemble des travaux se présente en sept lots (7) composés ainsi qu'il suit.

#### Lot n°01 :

- Réhabilitation de l'école primaire de Matsoula dans le District de Mbanza-Ndouna (2bâtiments de 2 salles chacun).
- Reconstruction du CSI de Mbanza-Ndouna dans le District de Mbanza- Ndouna.
- Réhabilitation du pont de Moukossi dans le District de Mbanza- Ndouna.

#### Lot n° 02 :

- Réhabilitation de l'école primaire de Mbamou dans le District de Kinkala(2 batiments de 2 salles chacun) dans le District de Kinkala
- Réhabilitation du CSI de Kibossi

#### Lot n°03

- Réhabilitation de l'école primaire de Loulombo gare

- Réhabilitation du CSI de Mindouli Centre dans le District de Mindouli

#### **Lot n° 04**

- Réhabilitation de l'école primaire de Loukouo dans le District de Kindamba
- Réhabilitation du CSI de Renéville dans le district de Mayama

#### **Lot n° 05**

- Réhabilitation de l'école primaire de Manguiri
- Réhabilitation de l'école primaire de Nko 1 dans le District de Vindza

#### **Lot n°06**

- Réhabilitation de l'école primaire de Nko 2
- Réhabilitation de l'école primaire de Djokotro
- Réhabilitation du CSI de Massina
- Réhabilitation du pont sur la rivière Ndouo dans le District de Kimba

#### **Lot n°07**

- Réhabilitation de l'école primaire de Maléla Mbemba à Lowéto dans le District de Goma Tsé – Tsé
- Réhabilitation du pont sur la rivière Djouari à Lowéto dans le District de Goma Tsé–Tsé
- Réhabilitation du pont sur la rivière Loumé dans le District de Mayama

## **CONDITIONS DE PARTICIPATION**

### **8. Éligibilité et règle de l'origine**

La participation au marché est ouverte, à égalité de conditions, à toutes les personnes physiques et morales (qu'elles participent à titre individuel ou dans le cadre d'un groupement (consortium) de soumissionnaires) des États membres de l'Union Européenne, les Etats ACP dans les pays et territoires, tels qu'autorisés par l'accord de partenariat ACP-CE au titre duquel le marché est financé (voir également rubrique 22 ci-après). La participation est également ouverte aux organisations internationales. Tous les biens fournis dans le cadre du présent marché doivent être originaires de ces pays.

### **9. Situations d'exclusion**

Les soumissionnaires doivent soumettre une déclaration signée, incluse au formulaire de soumission pour un marché de travaux, selon laquelle ils ne se trouvent dans aucune des situations énumérées au point 2.3.3 du Guide pratique des procédures contractuelles pour les actions extérieures de l'UE.

### **10. Nombre d'offres**

Les soumissionnaires peuvent soumettre seulement une offre par lot. Les offres couvrant une partie d'un lot ne seront pas prises en considération. Tout soumissionnaire peut indiquer dans son offre qu'il consentira une remise au cas où son offre serait retenue pour plusieurs lots. Les soumissionnaires ne peuvent pas soumettre une offre pour une variante en plus de leur offre pour les travaux requis dans le dossier d'appel d'offres.

### **11. Garantie de bonne exécution**

Il sera demandé à l'attributaire de fournir une garantie de bonne exécution de 5% du montant du marché à la signature du contrat. Cette garantie doit être fournie dans un délai de 30 jours à compter de la réception par le soumissionnaire du contrat signé par le pouvoir adjudicateur. Si l'attributaire ne fournit pas la garantie requise dans le délai imparti, le contrat sera frappé de nullité et un nouveau contrat pourra être établi et adressé au soumissionnaire ayant présenté la seconde offre conforme la moins chère.

Pour des montants égaux ou inférieurs à 345.000 euros et sur la base de critères objectifs, tels que la nature et la valeur du marché, il peut être décidé de ne pas requérir une telle garantie.

## **12. Réunion d'information**

Une réunion d'information sera organisée le 12 avril à 15 h à Brazzaville au MEPATI après la publication du présent avis du marché des travaux.

Les coordonnées des personnes de contact pour confirmer la participation sont les suivantes :

Brazzaville: Ameth Diouf tél : 06 962-1008 / Jean Pascal Assiana : tél : 05 521-6874

Dolisie : Philippe Bilombo tél : 06 810 3773

Sibiti et Madingou : Dieudonné Mavoungou tél : 06 958-0084

## **14. Validité des offres**

Les offres sont valables pendant une période de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

## **15. Délai de mise en œuvre**

Six mois

---

## **CRITÈRES DE SÉLECTION ET D'ATTRIBUTION**

### **16. Critères de sélection**

Afin d'être considérés comme éligibles pour l'attribution du marché, les soumissionnaires doivent fournir la preuve qu'ils répondent aux critères de sélection. Voir section 12.2. des instructions aux soumissionnaires

### **17. Critères d'attribution**

Le seul critère d'attribution est le Prix (ou en cas de dérogation dans ce sens attribution à l'offre économiquement la plus avantageuse).

---

## **SOUMETTRE UNE OFFRE**

### **18. Comment obtenir le dossier d'appel d'offres?**

Le dossier d'appel d'offres est gratuit et peut être obtenu auprès du secrétariat de la  
**DIRECTION DES PROGRAMMES AVEC L'UNION EUROPEENNE AU MINISTERE DE L'ECONOMIE DU PLAN, DE  
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'INTEGRATION (DPUE/MEPATI)  
A L'ATTENTION DE MR BIENVENU MARTIN OKOGNA  
7EME ETAGE  
REPUBLIQUE DU CONGO, BRAZZAVILLE**

Les offres doivent être rédigées uniquement au moyen du formulaire de soumission type inclus dans le dossier d'appel d'offres, dont les dispositions et le format doivent être strictement respectés.

Toute question concernant le présent appel d'offres doit être adressée par écrit à [pcrcongo@yahoo.fr](mailto:pcrcongo@yahoo.fr), [assianajeanpascal@yahoo.fr](mailto:assianajeanpascal@yahoo.fr), [xavier.MORONI@eeas.europa.eu](mailto:xavier.MORONI@eeas.europa.eu) (en mentionnant la référence de publication indiquée au point 1) au moins 21 jours avant la date limite de remise des offres figurant au point 19. Le pouvoir adjudicateur doit répondre aux questions au plus tard 11 jours avant la date limite de soumission des offres. Des éclaircissements ou des changements mineurs au dossier d'appel d'offres sont publiés au plus tard 11 jours avant la date limite de soumission des offres sur le site Internet d'EuropeAid à l'adresse suivante : <https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?do=publi.welcome> 1

## **19. Date limite de soumission des offres**

Vendredi 3 juin 2011 à 11 heures de Brazzaville

Toute offre reçue après la date limite ne sera pas prise en considération.

## **20. Séance publique d'ouverture des offres**

Vendredi 3 juin 2011 à 11:30, au MEPATI

## **21. Langue de la procédure**

Toutes les communications pour cette procédure devront être effectuées en français.

## **22. Base juridique**

Accord de partenariat ACP-CE signé à Cotonou le 23 Juin 2000, tel que modifié.

## LETTRÉ D'INVITATION A SOUMISSIONNER

Brazzaville,

Nos réf...:

Cher Monsieur,

**OBJET : INVITATION À SOUMISSIONNER "pour les Travaux de Construction/Réhabilitation des infrastructures scolaires, sanitaires et/ou de franchissements au bénéfice des communautés du Pool".**

Suite à votre demande concernant l'appel d'offres susmentionné, veuillez trouver les documents suivants, qui constituent le dossier d'appel d'offres:

### VOLUME 1

SECTION 1: INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

SECTION 2: FORMULAIRE DE SOUMISSION

SECTION 3: QUESTIONNAIRES

Avis additionnel aux soumissionnaires

Informations générales sur le soumissionnaire ..... Modèle 4.1

Descriptif de l'organisation ..... Modèle 4.2

Procuration..... Modèle 4.3

État financier..... Modèle 4.4

Identification financière ..... Modèle 4.5 a)

Fiche d'identité légale ..... Modèle 4.5 b)

Qualifications techniques..... Modèle 4.6

Personnel..... Modèle 4.6.1

Équipement ..... Modèle 4.6.2

Plan de travail et programme ..... Modèle 4.6.3

Expérience comme titulaire ..... Modèle 4.6.4

Information sur les « joint ventures » ..... Modèle 4.6.5

Historique des litiges ..... Modèle 4.6.6

Système(s) d'assurance qualité..... Modèle 4.6.7

Hébergement du gestionnaire de projet ..... Modèle 4.6.8

Autres informations ..... Modèle 4.6.9

SECTION 4: GRILLE DE CONFORMITÉ ADMINISTRATIVE ET GRILLE D'ÉVALUATION

Grille de Conformité Administrative

Grille d'Évaluation

### VOLUME 2

SECTION 1: CONTRAT

SECTION 2: CONDITIONS PARTICULIÈRES

SECTION 3: CONDITIONS GÉNÉRALES DES MARCHÉS DE TRAVAUX

SECTION 4: MODÈLE DE GARANTIE DE PRÉFINANCEMENT



SECTION 5: MODÈLE DE GARANTIE DE BONNE EXÉCUTION

SECTION 6: MODÈLE DE GARANTIE DE RETENUE

**VOLUME 3**

SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

**VOLUME 4**

MODÈLE D'OFFRE FINANCIÈRE

BORDEREAU DE PRIX/DÉCOMPOSITION DU PRIX

**VOLUME 5**

DOCUMENTS DE CONCEPTION, ET LES PLANS

Pour obtenir des informations complètes sur les procédures d'appel d'offres, veuillez vous référer au guide pratique des procédures contractuelles pour les actions extérieures et ses annexes, qui peuvent être téléchargés de l'adresse suivante:

[http://ec.europa.eu/comm/europeaid/tender/gestion/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/comm/europeaid/tender/gestion/index_fr.htm) (adresse exacte)

Nous attendons de recevoir votre offre. Si vous décidez de ne pas soumettre d'offre, nous vous remercions de bien vouloir nous en informer par écrit, en indiquant les raisons de votre décision.

Veillez agréer Madame/Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

## **VOLUME 1**

### ***SECTION 1: INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES***

## SECTION I INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

### RÉFÉRENCE DE PUBLICATION: .....

En présentant son offre, le soumissionnaire accepte la totalité, sans restriction, des conditions générales et particulières qui régissent le marché, comme étant la seule base de cette procédure d'appel d'offres, quelles que soient ses propres conditions de vente auxquelles il déclare renoncer. Les soumissionnaires sont réputés avoir examiné attentivement tous les formulaires, instructions, dispositions contractuelles et spécifications contenus dans ce dossier d'appel d'offres et s'y conformer. Le soumissionnaire qui ne fournit pas dans les délais requis toutes les informations et tous les documents nécessaires verra son offre rejetée. Aucune réserve émise dans l'offre par rapport au dossier d'appel d'offres ne peut être prise en compte; toute réserve peut donner lieu au rejet immédiat de l'offre sans qu'il soit procédé plus avant à son évaluation.

Les présentes Instructions aux soumissionnaires définissent les règles de soumission, de sélection et de mise en œuvre des actions dans le cadre du présent appel d'offres, en conformité avec les dispositions du Guide pratique des procédures contractuelles dans le cadre des actions extérieures de la CE, qui s'applique au présent appel (disponible sur Internet à l'adresse suivante : [http://ec.europa.eu/europeaid/work/procedures/implementation/practical\\_guide/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/europeaid/work/procedures/implementation/practical_guide/index_fr.htm)) et dans :

1. les bureaux du PCR (Avenue Bayardelle (Voir Villa Washington), Cathédrale Sacré-cœur, Centre ville Brazzaville

B.P : 13 821 ; Tél. 06962 10 08 / 06 938 89 49

E-mail projet : [pcrcongo@yahoo.fr](mailto:pcrcongo@yahoo.fr)

2. et dans les bureaux de la Direction des programmes avec l'union Européenne au Ministère de l'Economie et du Plan (MEPATI)

Tel: 05 521-6874

Email DPUE: Jean Pascal Assiana [assianajeanpascal@yahoo.fr](mailto:assianajeanpascal@yahoo.fr)

## CONTENU

|   |    |
|---|----|
| PARTIE GÉNÉRALE-----  | 06 |
| 1. INSTRUCTIONS GÉNÉRALES-----  | 06 |
| 2. FINANCEMENT15  |    |
| 3. PARTICIPATION-----   | 07 |
| 4. UNE OFFRE PAR SOUMISSIONNAIRE -----                                | 08 |
| 5. FRAIS DE SOUMISSION-----   | 08 |
| 6. INSPECTION DU SITE-----  | 08 |
| DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES -----                                      | 09 |
| 7. CONTENU DES DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES -----                       | 09 |
| 8. EXPLICATIONS RELATIVES AUX DOCUMENTS DE L'APPEL D'OFFRES-----      | 09 |
| 9. MODIFICATIONS AUX DOCUMENTS DE L'APPEL D'OFFRES -----              | 09 |
| PRÉPARATION DES OFFRES -----  | 10 |
| 10. LANGUE DES OFFRES-----  | 10 |
| 11. CONTENU ET PRÉSENTATION DES OFFRES -----                          | 10 |
| 12. INFORMATIONS/DOCUMENTS À FOURNIR PAR LE SOUMISSIONNAIRE -----     | 10 |
| 13. PRIX DES OFFRES-----  | 14 |
| 14. PÉRIODE DE VALIDITÉ DES OFFRES -----                              | 14 |
| 15. SOLUTIONS VARIANTES -----   | 14 |
| SOUMISSION DES OFFRES -----   | 15 |
| 16. SCELLAGE, MARQUAGE ET REMISE DES OFFRES -----                     | 15 |
| 17. EXTENSION DE LA PÉRIODE DE SOUMISSION DES OFFRES-----             | 15 |
| 18. OFFRES TARDIVES-----  | 15 |
| 19. MODIFICATIONS ET RETRAIT DES OFFRES -----                         | 16 |
| OUVERTURE ET ÉVALUATION DES OFFRES -----                              | 16 |
| 20. OUVERTURE DES OFFRES-----   | 16 |
| 21. ÉVALUATION DES OFFRES -----                                       | 16 |
| 22. CORRECTION DES ERREURS -----                                      | 17 |
| ATTRIBUTION DU CONTRAT-----   | 18 |
| 23. CRITÈRES D'ATTRIBUTION -----                                      | 18 |
| 24. NOTIFICATION DE L'ATTRIBUTION, CLARIFICATIONS CONTRACTUELLES----- | 18 |
| 25. SIGNATURE DU CONTRAT ET GARANTIE D'EXÉCUTION-----                 | 18 |
| 26. ANNULATION DE LA PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES -----                 | 19 |
| 27. CLAUSES DÉONTOLOGIQUES -----                                      | 19 |
| 28. RECOURS -----   | 20 |

# PARTIE GÉNÉRALE

## 1. INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

1.1 Les soumissionnaires doivent déposer des offres pour la totalité des travaux demandés dans le dossier par lot. Aucune offre ne sera acceptée pour un lot incomplet.

1.2 Calendrier :

|  | DATE                   | HEURE*  |
|--|------------------------|---------|
| Réunion d'information  | Date : 12 04 2011      | 15 H 00 |
| Délai limite pour adresser une demande d'information au pouvoir adjudicateur | Date : 13 05 2011      | 13 H 00 |
| Date limite pour la fourniture d'informations par le pouvoir adjudicateur    | Date : 23 05 2011      | 13 H 00 |
| Délai ultime pour la remise des offres                                       | Date : 03 06 2011      | 11 H 00 |
| Séance d'ouverture publique des offres                                       | Date 03 06 2011        | 11 H 30 |
| Notification de l'attribution du marché à l'attributaire *                   | Date : 14 07 2011      |         |
| Signature du contrat*  | A partir du 12 08 2011 | 10 H 00 |

- \* Toutes les heures sont celles propres au fuseau horaire de la République du Congo
- \* Date provisoire

## 2. FINANCEMENT

Le projet est financé par l'Union Européenne conformément aux règles du 9<sup>ème</sup> FED.

## 3. PARTICIPATION

3.1- La participation à la procédure est ouverte selon les mêmes conditions aux personnes morales et physiques (qu'elles participent à titre individuel ou dans le cadre d'un groupement (consortium) de soumissionnaires) établies dans l'un des États membres de l'Union européenne, dans l'un des États ACP, ou dans un pays ou un territoire autorisés par l'accord de Partenariat ACP-CE au titre duquel le marché est financé. La participation à la procédure est également ouverte aux organisations internationales.

3.2 - Ces conditions visent tous les nationaux desdits États et toutes les entités juridiques et sociétés constituées et régies selon le droit civil, commercial ou public de ces pays, qui y ont leur siège statutaire, leur administration centrale ou leur activité commerciale principale. Une entité juridique ou une société disposant d'un siège statutaire doit être engagée dans une activité réelle et continue avec l'économie de l'État concerné. Les soumissionnaires doivent fournir les preuves attestant de leur situation.

Tous les soumissionnaires doivent fournir les pièces administratives suivantes :

- Un certificat d'agrément
- Un certificat de patente
- Un extrait de Registre du Commerce pour les Entreprises
- Un certificat d'immatriculation NIU
- Un certificat d'immatriculation CNSS
- Un certificat SCIEN
- Un certificat SCIET
- Un Récépissé délivré par une Autorité Compétente pour les Associations et ONGs

- Une Attestation de domiciliation bancaire délivrée par un établissement financier agréé et en règle ;

Les soumissionnaires devront remplir les conditions suivantes :

- Avoir une expérience dans l'exécution des travaux de BTP ;
- Donner une liste des travaux similaires exécutés;
- Disposer du minimum de matériels et outillages nécessaires pour l'exécution des travaux ;
- Accepter les règles et procédures définies dans le contrat.

- 3.3 Les conditions d'admissibilité détaillées aux points 3.1 et 3.2 s'appliquent à tous les soumissionnaires membres d'une joint-venture/d'un consortium. Tous les soumissionnaires, tous les membres d'une joint-venture/d'un consortium, tous les sous-traitants fournissant plus de 10% des travaux et tous les fournisseurs fournissant plus de 10% des travaux doivent certifier qu'ils remplissent ces conditions et prouver qu'ils remplissent les conditions d'éligibilité par des documents datés de moins de un an avant la date limite de soumission des offres, établis conformément à leur droit national ou à la pratique ou en fournissant des copies des documents originaux relatifs à leur enregistrement et/ou leur statut juridique, qui établissent leur lieu d'enregistrement et/ou leur siège statutaire ainsi que, s'il diffère, le siège de leur administration centrale. Le pouvoir adjudicateur peut accepter d'autres preuves satisfaisantes que ces conditions sont remplies.
- 3.4 Sont exclues de la participation et de l'attribution de marchés les personnes physiques, sociétés ou entreprises qui se trouvent dans l'une des situations mentionnées au point 2.3.3 du Guide pratique des procédures contractuelles dans le cadre des actions extérieures de la Communauté européenne. Les soumissionnaires doivent produire une déclaration selon laquelle ils ne se trouvent pas dans l'une quelconque des situations d'exclusion visées au point 2.3.3 du Guide pratique des procédures contractuelles dans le cadre des actions extérieures de la Communauté européenne. Cette déclaration doit englober tous les membres d'une joint-venture/d'un consortium. Les soumissionnaires qui se sont rendus coupables de fausses déclarations peuvent en outre être frappés de sanctions financières et d'exclusion, conformément au point 2.3.4 du Guide pratique des procédures contractuelles dans le cadre des actions extérieures de la Communauté européenne.
- 3.5 Le cas d'exclusion visée au point 3.4. s'applique à tous les membres d'une joint-venture/d'un consortium, à tous les sous-traitants et tous les fournisseurs des soumissionnaires.
- 3.6 La limite maximale de sous-traitance autorisée ne peut dépasser 30 % de la valeur de l'offre<sup>1</sup>. Dans la sélection des sous-traitants, la préférence sera accordée par le titulaire aux personnes physiques, sociétés ou entreprises des États ACP aptes à mettre en œuvre les travaux requis à conditions égales.

---

<sup>1</sup> Lorsque la sous-traitance est incluse dans l'offre, il est recommandé que les arrangements contractuels entre le soumissionnaire et ses sous-traitants contiennent des dispositions sur la médiation comme moyen alternatif de règlement des litiges, en conformité avec les pratiques nationales et internationales.

#### **4. OFFRES PAR SOUMISSIONNAIRE**

Une société ne peut soumissionner que pour une seule offre à titre individuel ou en tant que membre d'une Joint Venture/d'un Consortium pour le même contrat. La soumission ou la participation en tant que soumissionnaire dans plus d'une offre pour un contrat entraînera la disqualification de toutes les offres incluant cette société. Une même société peut seulement participer en tant que sous-traitante dans plusieurs offres, si cela est justifié par les spécificités du marché et avec l'accord du pouvoir adjudicateur.

#### **5. FRAIS DE SOUMISSION**

- 5.1 Tous les frais associés à la préparation et à la soumission des offres sont à la charge du soumissionnaire. Le pouvoir adjudicateur n'encourt aucune responsabilité pour ces frais, et ce quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure.
- 5.2 Le pouvoir adjudicateur n'encourt aucune responsabilité, ni aucun frais, s'agissant des dépenses ou des pertes éventuellement supportées par le soumissionnaire lors des visites et lors de l'examen du site ou pour tout autre aspect relatif à sa soumission.

#### **6. INSPECTION DU SITE**

- 6.1 Le soumissionnaire est fortement invité à visiter et inspecter le site des travaux et ses alentours afin de déterminer, sous sa propre responsabilité, à ses frais et à ses risques, les éléments nécessaires à la préparation de son offre et à la signature du contrat de travaux.
- 6.2 Une réunion de clarification aura lieu à l'initiative du pouvoir adjudicateur le 12 avril à 15 H au MEPATI à Brazzaville voir point 12 de l'avis de marché.
- 6.3 Le procès verbal de la réunion de clarification sera publié sur le site internet de la Délégation de l'Union Européenne au Congo (<http://eeas.europa.eu/delegations/congo>).

## DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES

### 7. CONTENU DES DOCUMENTS D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres comprend les documents spécifiés dans la lettre d'invitation à soumissionner. Les soumissionnaires sont entièrement responsables de l'examen attentif du dossier d'appel d'offres, y compris les dessins disponibles pour vérification, toute modification envoyée lors de la période de soumission des offres, ainsi que pour l'obtention de l'information fiable sur les conditions et obligations susceptibles d'affecter le montant ou la nature de l'offre ou l'exécution des travaux. Dans l'hypothèse où son offre serait retenue, aucune demande de modification du montant découlant d'erreurs ou d'omission dans les obligations précédemment décrites ne sera admise.

### 8. EXPLICATIONS RELATIVES AUX DOCUMENTS DE L'APPEL D'OFFRES

- 8.1 Les soumissionnaires peuvent poser des questions **par écrit** jusqu'à 21 jours avant la date limite de soumission des offres, en précisant la référence de publication et l'intitulé du marché:

E-mail : [pcrcongo@yahoo.fr](mailto:pcrcongo@yahoo.fr), cc [assianajeanpascal@yahoo.fr](mailto:assianajeanpascal@yahoo.fr), cc [xavier.MORONI@eeas.europa.eu](mailto:xavier.MORONI@eeas.europa.eu) cc [vanessa.dick@eeas.europa.eu](mailto:vanessa.dick@eeas.europa.eu)

**Adresse courrier:** DPUE 7<sup>ème</sup> étage Ministère de l'Economie, du Plan, de l'Aménagement du Territoire et de l'Intégration (MEPATI)

En copie au **PCR** Avenue Bayardelle (Voir Villa Washington), Cathédrale Sacré-Cœur, Centre ville, République du Congo, Brazzaville, B.P : 13 821 ; Tél. 06962 10 08 /06 938 89 49

Le pouvoir adjudicateur n'a pas d'obligation de fournir des clarifications après cette date.

Le pouvoir adjudicateur doit répondre à toutes les questions des soumissionnaires au moins 11 jours avant la date de réception des offres.

### 9. MODIFICATIONS AUX DOCUMENTS DE L'APPEL D'OFFRES

- 9.1 Le pouvoir adjudicateur peut modifier les documents de l'appel d'offres en communiquant des modifications jusqu'à 11 jours avant la date de soumission des offres.
- 9.2 Chaque modification communiquée fait partie des documents d'appel d'offres .
- 9.3 Le pouvoir adjudicateur peut, si nécessaire et en conformité avec la clause 18 ci-après, étendre la date limite de soumission des offres de manière à laisser aux soumissionnaires suffisamment de temps pour prendre en compte ces modifications dans la préparation de leurs offres.



## **PRÉPARATION DES OFFRES**

### **10. LANGUE DES OFFRES**

- 10.1 Les offres, la correspondance et les documents associés aux offres échangés entre le soumissionnaire et le pouvoir adjudicateur doivent être rédigés dans la langue de la procédure, qui est le français. Toute correspondance relative aux paiements, et ce compris les factures et les certificats de paiements intermédiaires et finaux, doit également être envoyée au pouvoir adjudicateur en français.
- 10.2 Si les pièces justificatives demandées ne sont pas écrites dans une des langues officielles de l'Union européenne, une traduction dans la langue de l'appel d'offres doit être fournie. Lorsque les documents sont rédigés dans une langue officielle de l'Union européenne autre que celle utilisée dans l'appel d'offres, il est vivement recommandé de fournir une traduction dans la langue de l'appel d'offres afin de faciliter l'évaluation des documents.

### **11. CONTENU ET PRÉSENTATION DES OFFRES**

- 11.1 Les offres doivent remplir les conditions suivantes:

- 11.1.1 Les offres doivent contenir les documents et informations mentionnés au point 12 ci-dessous.
- 11.1.2 Le soumissionnaire doit fournir tous les documents requis par les dispositions du dossier d'appel d'offres. Tous ces documents, sans exception, doivent se conformer strictement à ces conditions et dispositions, et ne peuvent pas contenir d'altérations faites par le soumissionnaire. Les offres qui ne sont pas conformes aux exigences du dossier d'appel d'offres peuvent être rejetées.

Les travaux ont été divisés en lots, Le soumissionnaire peut remettre une offre pour un ou plusieurs lots.

- 11.2 Les travaux ont été divisés en lots. Le soumissionnaire peut remettre une offre pour un ou plusieurs lots.

- 11.2.1 Chaque lot fera l'objet d'un contrat séparé et les quantités indiquées pour chacun des lots sont indivisibles. Le soumissionnaire doit offrir les quantités demandées par lot. En aucun cas, les offres portant une partie des quantités demandées ne seront prises en compte.
- 11.2.2 Un soumissionnaire peut inclure dans son offre la remise globale qu'il est prêt à accorder dans l'hypothèse où tout ou partie des lots pour lesquels il a soumissionné lui seraient attribués. La remise doit être clairement indiquée, de manière à pouvoir être annoncée lors de la séance d'ouverture publique.
- 11.2.3 Les marchés seront attribués lots par lots, mais le pouvoir adjudicateur doit choisir la solution globale la plus favorable prenant en compte les remises proposées.

### **12. INFORMATIONS/DOCUMENTS À FOURNIR PAR LE SOUMISSIONNAIRE**

- 12.1 Toutes les offres doivent comprendre les informations et les documents dûment complétés suivants:
- 12.1.1 Le formulaire de soumission et l'appendice, conformément aux formulaires figurant au Volume 1, section 2;
- 12.1.2 La documentation requise dans le questionnaire figurant au Volume 1, section 4, en ce compris tous les formulaires y adjoints;
- 12.1.3 Les formulaires qui figurent au Volume 4;

Pour marchés à prix unitaires:  
Volume 4.3.2 - Détail Estimatif;  
Volume 4.3.3 - Bordereau des Prix;  
Volume 4.3.5 – Sous-détail des Prix

- 12.1.3.1 Les prix indiqués dans la section du Volume 4 sont présumés avoir été déterminés sur la base des conditions en vigueur 30 jours avant la date ultime fixée pour la soumission des offres.
- Le Sous-détail des Prix devra être utilisé lorsque cela s'avère nécessaire à l'une des fins quelconques dans le cadre du marché, en particulier pour fournir la formule de révision des prix mentionnée à l'article 48.2 des conditions particulières.
- 12.1.4 États de trésorerie;
- 12.1.5 Copies des documents les plus récents contenant l'organigramme, le statut juridique et le lieu d'enregistrement du siège du soumissionnaire, une procuration habilitant la personne signataire de l'offre et toute la documentation y relative. Ces documents doivent être conformes aux modèles figurant dans le Volume 1, section 4, du dossier d'appel d'offres:
- Information générale sur le soumissionnaire (formulaire 4.1)
  - Descriptif de l'organisation (formulaire 4.2)
  - Procuration (formulaire 4.3)
- 12.1.6 Preuve démontrant que les actifs liquides et l'accès aux facilités de crédit sont adéquats aux fins du marché, confirmé par un état financier relatif aux trois dernières années, vérifiées par un expert-comptable. Cette preuve doit être fournie en utilisant le formulaire 4.4, état financier, du Volume 1, section 4, du dossier d'appel d'offres.
- 12.1.7 Les projections financières pour les deux années à venir. Cette information doit être fournie en utilisant le formulaire 4.4, état financier, du Volume 1, section 4, du dossier d'appel d'offres.
- 12.1.8 La signalétique financière (Formulaire 4.5a, Volume 1) et la Fiche d'Entité Légale (formulaire 4.5b, Volume 1). Lorsque le soumissionnaire a déjà signé un autre contrat avec la Commission européenne, il peut fournir, au lieu des formulaires et des pièces justificatives, soit les numéros de dossier reçus, soit les copies des formulaires fournis à cette occasion, à moins qu'un changement ne soit intervenu entretemps.
- 12.1.9 Les informations quant aux qualifications techniques du soumissionnaire. Ces informations doivent être fournies dans le cadre des formulaires figurant au Volume 1, section 4, du dossier d'appel d'offres, et doivent contenir:
- une présentation de l'organisation du soumissionnaire, en ce compris le nombre total de membres du personnel (formulaire 4.6.1.1),
  - une liste du personnel proposé pour l'exécution du contrat, avec les CV du personnel d'encadrement (formulaires 4.6.1.2 et 4.6.1.3),
  - une liste de l'équipement destiné à l'exécution du contrat. Les descriptions doivent démontrer la capacité du soumissionnaire à réaliser les travaux, et doivent comprendre, entre autres, les éléments suivants:
    - \* outillage (brouettes, pelles, pioches, marteaux, ....)
    - \* véhicule 4x4 (adapté à la réalité du terrain)
    - \* bétonneuses, vibrateurs, .....
    - \* motopompes (pour les ouvrages hydrauliques)

Le soumissionnaire doit indiquer si ces équipements sont sa propriété, sont loués ou sont utilisés par un sous-traitant.

Une liste des matériaux et fournitures éventuelles destinés à être utilisés dans les travaux.

Un programme de travail comportant de brèves descriptions des activités principales (formulaire 4.6.3), indiquant le déroulement des tâches et le calendrier proposé pour l'exécution de celles-ci. En particulier, la proposition devra détailler les travaux temporaires et permanents à réaliser. Le soumissionnaire doit prendre en compte les conditions climatiques existantes ainsi que de l'exigence de préparer les plans préalablement à l'exécution des travaux de construction. En outre, le soumissionnaire doit fournir une déclaration de méthodologie complète, avec des plans si nécessaire, indiquant les méthodes qu'il propose pour réaliser les travaux. En particulier, le soumissionnaire doit indiquer le nombre, les types et les capacités des équipements et des personnes qu'il propose d'utiliser pour la réalisation des principales activités des travaux.

- un échancier graphique (diagramme en bâtons) montrant les périodes et les tâches dévolues à son personnel sur ce marché (formulaire 4.6.3);
- les données concernant les sous-traitants et le pourcentage des travaux à sous-traiter (formulaire 4.6.3),
- les preuves d'une expérience pertinente dans l'exécution de travaux de nature similaire, intégrant la nature et la valeur des marchés pertinents, de même que les travaux en cours et engagés contractuellement (formulaire 4.6.4). Ces preuves devront inclure une expérience réussie, au cours des 3 dernières années, comme titulaire principal dans la réalisation d'au-moins 3 projets de même nature et de complexité comparable à celle des travaux qui font l'objet du lot,
- le cas échéant, des informations quant au bureau qui est proposé sur le site (formulaire 4.6.3),
- le cas échéant, des informations sur les soumissionnaires faisant partie d'une joint-venture/d'un consortium (formulaire 4.6.5),
- toute autre information (formulaire 4.6.9).

12.1.10 Les pièces justificatives, déclarations et engagements conformément aux points 3.1 à 3.6 ci-dessus. Ces documents doivent couvrir tous les membres d'une joint-venture/d'un consortium, tous les sous-traitants et tous les fournisseurs des soumissionnaires, comme il est stipulé.

12.1.11 Sauf dispositions contractuelles contraires, tous les matériaux, équipements et services à fournir dans le cadre du marché doivent provenir d'un État membre de l'Union européenne ou d'un pays ou territoire des régions couvertes et/ou autorisées par les instruments spécifiques applicables au programme indiqué au point 3.1 ci-dessus. Les soumissionnaires doivent fournir un engagement signé par représentant par lequel ils certifient leur conformité à cette exigence. Dans ce contexte, la définition de la notion de "produits originaires" doit être appréhendée en ayant égard aux accords internationaux pertinents, , et les biens originaires des Pays, Territoires et Départements d'Outre-mer sont à considérer comme étant des fournitures originaires de l'Union européenne

12.1.12 Modifications (le cas échéant),

12.2 Afin d'être considérés comme éligibles pour l'attribution du marché, les soumissionnaires doivent fournir la preuve qu'ils répondent aux critères de sélection. Cette preuve doit être fournie par les soumissionnaires par le biais des informations et des documents décrits au point 12.1 ci-dessus et sous toute autre forme que les soumissionnaires souhaiteraient utiliser.

Dans le cas d'une offre soumise par un consortium, et sauf disposition contraire, ces critères de sélection seront appliqués au consortium dans son ensemble:

Les critères de sélection de chaque soumissionnaire sont les suivants:

#### Capacité économique et financière du candidat:

L'objet de ce critère consiste à vérifier si le candidat (c'est-à-dire le consortium dans son ensemble, dans le cas d'une soumission par un consortium):

- ne sera pas économiquement dépendant du pouvoir adjudicateur au cas où le marché lui serait attribué, et
- a une stabilité financière suffisante pour donner suite au marché proposé.

Critères:

- le chiffre d'affaires annuel moyen du soumissionnaire au cours des trois dernières années doit être égal au moins à 10 000 000 FCFA.
- s'il est le seul soumissionnaire, il doit avoir accès à un crédit et à d'autres facilités financières suffisantes pour couvrir les flux de trésorerie, requis pour la durée du marché. Dans tous les cas, le montant du crédit disponible doit dépasser l'équivalent de 10 000 000 FCFA.

#### Capacité technique et professionnelle du candidat:

L'objet de ce critère consiste à vérifier si le candidat:

- possède ou non les ressources humaines constantes, l'expertise et l'expérience suffisantes pour être en mesure de donner suite au marché proposé.
- n'est pas un candidat dépourvu d'expertise réelle dans les domaines relatifs au marché qui se contente d'identifier et de proposer des experts qui répondent à la description du projet.

Critères:

- il doit avoir exécuté des projets de même nature/montant/complexité comparable aux travaux couverts par l'offre. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander des copies des certificats de réception finale signés par les maîtres d'œuvre/maîtres d'ouvrage pour les projets dont question.
- Tout son personnel d'encadrement doit avoir au moins 3 années d'expérience appropriée et doit avoir les qualifications, attestées, afférentes à des travaux de nature similaire à celle du projet considéré

Un opérateur économique peut, lorsque cela est approprié, et pour un marché particulier, invoquer les capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens qu'il a avec elles. A titre d'exemple, cela pourrait ne pas être jugé approprié par le pouvoir adjudicateur lorsque l'offre repose en majeure partie sur les capacités d'autres entités ou repose sur les capacités d'autres entités pour ce qui concerne les critères clefs. Dans ce cas, il doit prouver au pouvoir adjudicateur qu'il aura à sa disposition les ressources nécessaires pour l'exécution du marché, par exemple en produisant un engagement, de la part de ces entités, de mettre ces ressources à sa disposition. Ces entités, par exemple la société mère de l'opérateur économique, doivent respecter les mêmes règles d'éligibilité, et notamment celle de la nationalité, que l'opérateur économique. En outre les informations relatives à cette/ces entité(s) tierce(s) pour les critères de sélection pertinents devront être reprises dans un document séparé. Les preuves de leur capacité devront également être fournies lorsque le pouvoir adjudicateur en fait la demande<sup>12.3</sup>. Les offres émanant de sociétés en partenariat formant une joint-venture/un consortium doivent également remplir les conditions suivantes:

- L'offre doit comprendre l'ensemble des informations requises au point 12.1 ci-dessus pour chaque membre de la joint-venture/du consortium, de même que les données de base pour l'exécution des travaux par le soumissionnaire.
- L'offre doit être signée de manière à lier juridiquement tous les membres. L'un des membres doit être désigné membre principal et cette désignation doit être confirmée par la présentation des procurations signées par les personnes autorisées représentant individuellement chacun des membres. Voir le formulaire 4.6.5 du Volume 1, section 4, du dossier d'appel d'offres.
- Tous les membres de la joint-venture/du consortium sont tenus de rester au sein de celle-ci/celui-

ci pendant toute la période d'exécution du contrat. Voir la déclaration dans le formulaire de soumission.

Il n'est pas obligatoire de remettre les pièces justificatives démontrant la situation économique et financière ainsi que la capacité technique et professionnelle telles que mentionnées au point 12.2 des Instructions aux soumissionnaires. Cependant, si ces documents ne sont pas remis, aucun préfinancement ne peut être versé, à moins qu'une garantie financière d'un montant équivalent ne soit fournie.

### **13. PRIX DES OFFRES**

- 13.1 La monnaie de l'offre est le Franc CFA.
- 13.2 Le marché étant à prix unitaires, le soumissionnaire doit fournir un détail estimatif et un bordereau des prix en Francs CFA. Le prix de l'offre doit couvrir l'ensemble des travaux décrits dans le dossier d'appel d'offres. Tous les montants figurant dans le détail estimatif et le bordereau des prix, le questionnaire et les autres documents doivent être libellés dans cette monnaie, à l'exception des originaux des états bancaires et financiers annuels.
- 13.3 Les soumissionnaires doivent chiffrer toutes les composantes du détail estimatif et bordereau des prix à l'exclusion des taxes, droits de douane et d'importation. Tous les postes non chiffrés ne seront pas payés et seront censés être couverts par les autres postes du détail estimatif et bordereau des prix.
- 13.4 Les prix n'incluent pas les taxes et droits fiscaux dont l'exonération est implicitement donnée pour ce marché. Les taxes et droits fiscaux non-exonérés sont, à part de ceux indiqués séparément dans le présent modèle d'offre financière, compris dans les prix du détail estimatif et le bordereau des prix.
- 13.5 Si le soumissionnaire offre une remise, elle doit figurer clairement dans l'offre. La remise doit être indiquée pour le prix hors taxes et pour l'ensemble des travaux.
- 13.6 Si le soumissionnaire offre une remise, chaque certificat intermédiaire de paiement doit intégrer cette remise calculée sous la même base que dans l'offre.

### **14. PÉRIODE DE VALIDITÉ DES OFFRES**

- 14.1 Les offres doivent rester valides durant une période de 90 jours à compter de la date limite de soumission des offres mentionnée dans l'avis de marché, ou telle que modifiée conformément aux points 9 et/ou 18.
- 14.2 Dans des circonstances exceptionnelles, le pouvoir adjudicateur peut demander aux soumissionnaires de prolonger la validité de leurs offres pour un nombre indiqué de jours, qui ne peut dépasser 40. Les demandes et les réponses doivent être formulées par écrit. Un soumissionnaire peut refuser de se conformer à cette demande sans confiscation de sa garantie. S'il décide de s'y conformer, son offre ne peut être modifiée. Il est néanmoins obligé d'étendre la validité de sa garantie de soumission à hauteur de la période révisée de validité des offres.
- 14.3 Le soumissionnaire retenu doit maintenir son offre pour une période de 60 jours supplémentaires. Le délai supplémentaire est ajouté à la période de validité sans tenir compte de la date de notification.

## **SOUMISSION DES OFFRES**

### **16. SCELLAGE, MARQUAGE ET REMISE DES OFFRES**

- 16.1 L'offre complète doit être présentée sous la forme d'un original, clairement marqué comme «Original» et de 3 copies et 1 version électronique, également clairement marquées comme «Copie». En cas de divergence, l'original prévaut.
- 16.2 L'offre technique et l'offre financière doivent être placées sous enveloppe scellée. L'enveloppe doit ensuite être placée dans une enveloppe scellée/un colis scellé, à moins que le volume n'implique un envoi séparé pour chacun des lots.
- 16.3 Les soumissions doivent parvenir au pouvoir adjudicateur avant la date limite spécifiée dans l'avis de marché, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par porteur contre reçu signé par la DPUE

L'offre doit être envoyée à l'adresse suivante:

**A l'Attention de Bienvenu Martin OKOGNA**

**Directeur de la DPUE**

**MINISTRE DE L'ECONOMIE DU PLAN, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'INTEGRATION  
MEPATI**

7ième étage

République du Congo

- 16.4 L'offre, ses annexes, ainsi que tous les documents d'accompagnement doivent être envoyés sous enveloppe scellée comportant uniquement:
- a) l'adresse indiquée ci-dessus;
  - b) le code de référence de la présente procédure d'appel d'offres (soit la < référence de publication >);
  - c) le cas échéant, le numéro du ou des lot(s) soumissionné(s);
  - d) la mention en gros « À ne pas ouvrir avant la séance d'ouverture des offres », dans la langue du dossier d'appel d'offres.
  - e) le nom du soumissionnaire.

Si l'offre est déposée en main propre, la DPUE devra remettre aux soumissionnaires un avis de réception daté avec l'heure d'arrivée, et signé.

### **17. EXTENSION DE LA PÉRIODE DE SOUMISSION DES OFFRES**

Le pouvoir adjudicateur peut discrétionnairement étendre la période de soumission des offres par le biais d'une modification conformément au point 9. Dans ce cas, tous les droits et obligations du pouvoir adjudicateur et du soumissionnaire en liaison avec la date figurant à l'origine dans l'avis de marché respectent la nouvelle date.

### **18. OFFRES TARDIVES**

- 18.1 Toutes les offres reçues après la date limite de soumission des offres, aussi indiquées dans l'avis de marché ou les présentes instructions seront conservées par le pouvoir adjudicateur. Les garanties liées seront retournées aux soumissionnaires.
- 18.2 Aucune responsabilité ne peut être acceptée pour la délivrance tardive des offres. Les offres tardives seront rejetées et ne seront pas évaluées.

## **19. MODIFICATIONS ET RETRAIT DES OFFRES**

- 19.1 Les soumissionnaires peuvent modifier ou retirer leurs offres par notification écrite avant la date limite susmentionnée. Aucune offre ne peut être modifiée à l'expiration de cette date. Les retraits doivent être incondtionnels et mettent fin à toute participation à la procédure d'appel d'offres.
- 19.2 Toute notification de modification ou de retrait doit être préparée et présentée conformément aux dispositions du point 17 et l'enveloppe doit indiquer, de plus, "Modification" ou "Retrait".
- 19.3 Le retrait d'une offre durant la période comprise entre la date limite de soumission et la date d'expiration de la validité de l'offre entraîne la confiscation de la garantie de soumission.

## **OUVERTURE ET ÉVALUATION DES OFFRES**

### **20. OUVERTURE DES OFFRES**

- 20.1 L'ouverture et le dépouillement des offres ont pour objet de vérifier si les soumissions sont complètes, si les garanties de soumission requises ont été fournies, si les documents demandés ont été fournis et si les soumissions sont, d'une manière générale, en ordre.
- 20.2. Les offres seront ouvertes en séance publique à la date et à l'endroit précisé par le comité désigné à cette fin. Le comité établira le procès-verbal de la réunion, mis à la disposition des soumissionnaires à leur demande.
- 20.3 Seront annoncés lors de la séance d'ouverture, les noms des soumissionnaires, les prix, les remises offertes, les notifications écrites des modifications et des retraits, la présence de la garantie de soumission (si demandée), ainsi que toute autre information jugée appropriée par le pouvoir adjudicateur.
- 20.4 Après la séance d'ouverture publique, aucune information relative à l'examen, la clarification, l'évaluation ou la comparaison des offres, ni aucune recommandation relative à l'attribution du contrat ne pourra être divulguée jusqu'à ce que le marché ait été attribué.  
  
Toute tentative d'un soumissionnaire visant à influencer le comité d'évaluation dans la procédure d'examen, de clarification, d'évaluation et de comparaison des offres, à obtenir des informations sur le déroulement de la procédure ou à influencer le pouvoir adjudicateur dans sa décision relative à l'attribution du marché entraîne le rejet immédiat de son offre.

### **21. ÉVALUATION DES OFFRES**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au soumissionnaire des clarifications sur tout point de son offre que le comité d'évaluation jugera nécessaires à son évaluation. Les demandes et les réponses doivent être faites par écrit. Elles ne peuvent en aucun cas viser à modifier ou changer le prix ou le contenu de l'offre, sauf pour corriger des erreurs arithmétiques découvertes par le comité d'évaluation lors de l'analyse des offres.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de vérifier les informations fournies par le soumissionnaire si le comité d'évaluation le juge nécessaire.

### 21.1 Examen de la conformité administrative des offres

Cette phase a pour objet de vérifier si l'offre est conforme, quant au fond, aux prescriptions du dossier d'appel d'offres. Une offre est réputée conforme lorsqu'elle respecte toutes les conditions, modalités et spécifications contenues dans le dossier d'appel d'offres, sans déviation ni restriction importante.

Les déviations ou restrictions importantes sont celles qui affectent le champ d'application, la qualité ou l'exécution du marché ou qui, d'une manière substantielle, s'écartent du dossier d'appel d'offres ou limitent les droits du pouvoir adjudicateur ou les obligations du soumissionnaire au titre du marché et portent atteinte à la situation, au regard de la concurrence, des soumissionnaires ayant présenté des offres conformes. La décision qu'une offre est non conforme devra être dûment justifiée dans le compte rendu d'évaluation.

Le comité vérifie que chaque offre:

- a été correctement signée, et
- que tous les éléments de la grille d'évaluation de la conformité aux prescriptions administratives sont acceptables,
- qu'elle est accompagnée de tous les documents et de toutes les informations requis,
- se conforme en substance avec les dispositions du présent dossier d'appel d'offres.

Si une offre ne répond pas aux exigences de la grille d'évaluation de la conformité administrative, elle sera rejetée par le comité d'évaluation lors de la phase d'évaluation de la conformité.

### 21.2 Évaluation technique

Le comité d'évaluation doit évaluer les seules offres jugées substantiellement conformes au point 22.1.

La procédure d'évaluation vise à identifier le soumissionnaire le plus à même de permettre au pouvoir adjudicateur, au moindre coût, de remplir ses objectifs, à savoir disposer d'une installation réalisée à temps, remplissant les critères publiés et dans le budget disponible. L'évaluation des offres peut porter non seulement sur les coûts de construction, mais aussi si nécessaire sur les coûts d'exploitation et les ressources nécessaires (facilité d'exploitation et de maintenance) conformément aux spécifications techniques. Le pouvoir adjudicateur examinera en détail toute l'information fournie par les soumissionnaires et formera son jugement sur la base du coût total le plus bas incluant ces coûts additionnels

À ce stade de la procédure d'évaluation, le comité d'évaluation analysera la conformité technique de chaque offre et classera les offres en deux catégories: techniquement conformes et techniquement non conformes.

### 21.3 Évaluation financière

Au terme de l'évaluation technique, le comité vérifie que les propositions financières ne comportent pas d'erreurs arithmétiques. Si l'appel d'offres porte sur plusieurs lots, les prix sont comparés pour chaque lot. L'évaluation financière doit déterminer la meilleure proposition financière pour chaque lot, compte tenu des éventuels rabais consentis.

Lors de l'analyse de l'offre, le comité établira le prix final de l'offre après correction sur la base des règles énoncées au point 23.

## 22. CORRECTION DES ERREURS

### 22.1 Les erreurs éventuelles dans l'offre financière seront corrigées par le comité d'évaluation de la manière suivante:

- en cas de différence entre les montants en chiffres et en lettres, ces derniers prévalent;
- en cas de différence entre un prix unitaire et le montant total découlant de la multiplication de ce prix par la quantité, le prix unitaire prévaut.



- 22.2 Le montant indiqué dans l'offre par le soumissionnaire peut être ajusté par le comité d'évaluation en cas d'erreur et le montant corrigé lie le soumissionnaire. En cas de refus de sa part, son offre sera rejetée et sa garantie de soumission confisquée.

## **ATTRIBUTION DU CONTRAT**

### **23. CRITÈRES D'ATTRIBUTION**

Le seul critère d'attribution est le prix. Le marché sera attribué à l'offre conforme la mieux-disante techniquement et financièrement.

Pour encourager la participation la plus large des États ACP, des préférences particulières seront accordées en vue de permettre l'optimalisation des ressources physiques et humaines de ces États.

### **24. NOTIFICATION DE L'ATTRIBUTION, CLARIFICATIONS CONTRACTUELLES**

Avant l'expiration de la période de validité des offres, le pouvoir adjudicateur notifiera au soumissionnaire retenu par écrit que son offre a été sélectionnée et attirera son attention sur toute erreur arithmétique corrigée lors de l'évaluation.

Cette notification peut prendre la forme d'une invitation à clarifier certains points contractuels qui y sont indiqués et auxquels le soumissionnaire doit se préparer à répondre. Ces clarifications se limitent à celles n'ayant pas d'impact direct dans le choix de l'offre retenue. Le résultat de ces clarifications figurera dans un Mémoire des clarifications, signé par les deux parties et intégré au contrat.

Le pouvoir adjudicateur peut décider, en fonction de son évaluation des risques, de ne pas exiger de pièces justificatives pour les critères de sélection, mais dans ce cas aucun préfinancement n'est effectué, sauf si une garantie financière d'un montant équivalent est fournie, voir points 2.4.12.1.3 et 2.4.12.1.4 du Guide pratique des procédures contractuelles dans le cadre de l'aide extérieure de la CE:

En outre, les pièces justificatives démontrant la capacité économique et financière ainsi que la capacité technique et professionnelle conformément aux critères de sélection précisés au point 12.2 ci-dessus seront exigés, sauf si des documents donnant satisfaction sur ce point sont déjà inclus dans l'offre.

Si l'attributaire ne fournit pas les pièces justificatives ou la déclaration dans un délai de 15 jours calendrier suivant la date de notification de l'attribution ou s'il s'avère qu'il a soumis des fausses informations, l'attribution sera considérée nulle et non avenue. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur peut attribuer l'appel d'offres au soumissionnaire moins-disant immédiatement suivant ou annuler la procédure d'appel d'offres.

Après cette signature et la remise de la garantie d'exécution par l'attributaire conformément au point 26, le pouvoir adjudicateur informera sans délai les autres soumissionnaires de l'issue de la procédure et libérera leur garantie de soumission.

### **25. SIGNATURE DU CONTRAT ET GARANTIE D'EXÉCUTION**

- 25.1 Dans les 30 jours suivant la réception du contrat signé par le pouvoir adjudicateur, l'attributaire signe, date et retourne celui-ci avec la garantie de bonne exécution. Par la signature du contrat par l'attributaire, celui-ci devient le titulaire et le contrat entre en vigueur.
- 25.2 Si l'attributaire ne signe pas le contrat et ne le renvoie pas avec la garantie financière demandée dans un délai de 30 jours après réception de la notification, le pouvoir adjudicateur peut considérer l'acceptation de l'offre comme nulle et non avenue, sans préjudice des droits à compensation ou des recours dont il dispose du fait de cette défaillance et sans possibilité de contestation de la part de l'attributaire à son encontre.

- 25.3 La garantie de bonne exécution visée par les conditions générales est fixée à 5% du montant du marché et devra être présentée selon le modèle figurant en annexe au dossier d'appel d'offres. Elle sera libérée conformément aux conditions particulières.

## **26. ANNULATION DE LA PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES**

En cas d'annulation d'une procédure d'appel d'offres, les soumissionnaires seront avertis par le pouvoir adjudicateur. Lorsque l'appel d'offres est annulé avant la séance d'ouverture des offres, les enveloppes scellées sont retournées, non ouvertes, aux soumissionnaires.

L'annulation peut intervenir dans les cas suivants:

- a) lorsque l'appel d'offres est infructueux, c'est-à-dire lorsqu'aucune offre méritant d'être retenue sur le plan qualitatif et/ou financier n'a été reçue ou lorsqu'il n'y a pas eu de réponse;
- b) lorsque les paramètres techniques ou économiques du projet ont été fondamentalement modifiés;
- c) lorsque des circonstances exceptionnelles ou de force majeure rendent impossible la mise en œuvre normale du projet;
- d) lorsque toutes les offres conformes sur le plan technique excèdent les ressources financières disponibles;
- e) lorsqu'il y a eu des irrégularités dans la procédure, notamment lorsqu'elles ont empêché une concurrence loyale.

**Le pouvoir adjudicateur ne peut en aucun cas être tenu au paiement de dommages-intérêts de quelque nature que ce soit, en ce compris, sans restriction, au paiement de dommages-intérêts pour manque à gagner, qui seraient liés d'une quelconque manière à l'annulation d'une procédure d'appel d'offres, et ce même dans le cas où le pouvoir adjudicateur a été informé de la possibilité de dommages-intérêts. La publication d'un avis de marché n'engage nullement le pouvoir adjudicateur à mettre en œuvre le programme ou le projet annoncé.**

## **27. CLAUSES DÉONTOLOGIQUES**

- 27.1 Toute tentative d'un candidat ou d'un soumissionnaire visant à se procurer des informations confidentielles, à procéder à des ententes illicites avec ses concurrents ou à influencer le jury ou le pouvoir adjudicateur au cours de la procédure d'examen, de clarification, d'évaluation et de comparaison des offres entraîne le rejet de sa candidature ou de son offre et l'expose à des sanctions administratives.
- 27.2 Sauf autorisation préalable et écrite du pouvoir adjudicateur, le titulaire d'un marché et son personnel et toute autre société avec laquelle le titulaire est associé ou lié, n'ont pas qualité pour exécuter, même à titre accessoire ou de sous-traitance, d'autres services, réaliser des travaux ou livrer des fournitures, pour le projet. Cette interdiction est également applicable aux autres projets pour lesquels le titulaire, en raison de la nature du marché, pourrait également se retrouver dans une situation de conflit d'intérêts.
- 27.3 Lors de la remise de sa candidature ou de son offre, le candidat ou le soumissionnaire est tenu de déclarer qu'il n'existe aucun conflit d'intérêts et qu'il n'a aucun lien spécifique équivalent à ce sujet avec d'autres soumissionnaires ou d'autres parties au projet. Si durant la mise en œuvre du marché, une telle situation se produisait, le titulaire aurait l'obligation d'en informer immédiatement le pouvoir adjudicateur.
- 27.4 Le titulaire d'un marché doit agir en toute occasion avec impartialité et comme un conseiller loyal conformément au code de déontologie de sa profession. Il s'abstient de faire des déclarations publiques concernant le projet ou les services sans l'approbation préalable du pouvoir adjudicateur.

Il n'engage le pouvoir adjudicateur d'aucune manière sans le consentement préalable écrit de ce dernier.

- 27.5 Pendant la durée du marché, le titulaire et son personnel respectent les droits de l'homme, et s'engagent à ne pas heurter les usages politiques, culturels et religieux du pays bénéficiaire.
- 27.6 La rémunération du titulaire au titre du marché constitue sa seule rémunération dans le cadre du marché. Le titulaire et son personnel doivent s'abstenir d'exercer toute activité ou de recevoir tout avantage qui soit en conflit avec leurs obligations envers le pouvoir adjudicateur.
- 27.7 Le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel pendant toute la durée du marché et après son achèvement. Tous les rapports et documents reçus ou établis par le titulaire dans le cadre de l'exécution du marché sont confidentiels.
- 27.8 L'utilisation par les parties contractantes, de tous rapports et documents établis, reçus, ou remis au cours de l'exécution du contrat, est réglée par le contrat.
- 27.9 Le titulaire s'abstient de toute relation susceptible de compromettre son indépendance ou celle de son personnel. Si le titulaire perd son indépendance, le pouvoir adjudicateur peut, pour tout préjudice qu'elle aurait subi de ce fait, résilier le marché sans mise en demeure préalable et sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité de rupture.
- 27.10 La Commission se réserve le droit de suspendre ou d'annuler le financement des projets si des pratiques de corruption de quelque nature qu'elles soient sont découvertes à toute étape de la procédure de passation du contrat ou du marché et si le pouvoir adjudicateur ne prend pas toutes les mesures appropriées pour remédier à cette situation. Au sens de la présente disposition, on entend par pratique de corruption toute proposition de donner ou consentir à offrir à quiconque un paiement illicite, un présent, une gratification ou une commission à titre d'incitation ou de récompense pour qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir des actes ayant trait à l'attribution du marché ou au marché conclu avec le maître d'ouvrage.
- 27.11 Toute offre sera rejetée ou tout contrat annulé dès lors qu'il sera avéré que l'attribution du contrat ou son exécution aura donné lieu au versement de frais commerciaux extraordinaires. Les frais commerciaux extraordinaires concernent toute commission non mentionnée au marché principal ou qui ne résulte pas d'un contrat en bonne et due forme faisant référence à ce marché, toute commission qui ne rétribue aucun service légitime effectif, toute commission versée dans un paradis fiscal, toute commission versée à un bénéficiaire non clairement identifié ou à une société qui a toutes les apparences d'une société de façade.
- 27.12 Le titulaire du marché s'engage à fournir à la Commission, à sa demande, toutes les pièces justificatives relatives aux conditions d'exécution du contrat. La Commission pourra procéder à tout contrôle, sur pièces et sur place, qu'elle estimerait nécessaire pour réunir des éléments de preuve sur une présomption de frais commerciaux extraordinaires.
- 27.13 Les titulaires de marchés, convaincus de frais commerciaux extraordinaires dans le cadre de projets financés par la Communauté s'exposent, en fonction de la gravité des faits constatés, à la résiliation du contrat, voire à l'exclusion définitive du bénéfice des financements communautaires.
- 27.14 Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de suspendre ou d'annuler la procédure lorsqu'il s'avère que la procédure d'attribution du marché a été entachée d'erreurs substantielles, d'irrégularités ou de fraude. Lorsque de telles erreurs substantielles, irrégularités ou fraude sont découvertes après l'attribution du marché, le pouvoir adjudicateur peut s'abstenir de conclure le contrat.

## **28. RECOURS**

Si un soumissionnaire s'estime lésé par une erreur ou irrégularité commise dans le cadre de la procédure d'attribution, il peut introduire une plainte. Pour plus de renseignements, consulter le point 2.4.15 du Guide pratique des procédures contractuelles dans le cadre de l'aide extérieure de la CE.

***SECTION 2: MODÈLE DE SOUMISSION  
APPENDICE DE L'OFFRE***

# FORMULAIRE DE SOUMISSION POUR UN MARCHÉ DE TRAVAUX

Brazzaville, le .....

Référence de publication: .....

**Intitulé du marché: " Travaux de Construction/Réhabilitation d'infrastructures scolaires, sanitaires et d'ouvrages de franchissements (ponts, dalots) dans le Département du Pool**

## **PROJET DE CONSOLIDATION DE LA RECONCILIATION (PCR) EN REPUBLIQUE DU CONGO**

**Adresse :** Avenue Bayardelle (Voir Villa Washington), Cathédrale Sacré-cœur,  
Centre ville - Brazzaville  
B.P : 13 821 ; Tél. 06 962 10 08 / 06 938 89 49  
Site web : Agrer.com ; e-mail : [pcrcongo@yahoo.fr](mailto:pcrcongo@yahoo.fr)

---

**Un formulaire de soumission signé** doit être fourni, accompagné de copies dont le nombre est indiqué dans les instructions aux soumissionnaires. La soumission comportera une déclaration signée par chaque entité juridique à l'origine de ladite offre, sur la base du modèle annexé au présent formulaire. **Tous les renseignements figurant dans la présente soumission ne doivent concerner que l'entité ou les entités juridique(s) soumettant ladite soumission.**

Tout document supplémentaire (brochure, lettre, etc.) joint à la soumission ne sera pas pris en considération. Les offres soumises par un **consortium** (soit un groupement permanent doté d'un statut juridique, soit un groupement informel créé aux fins d'un appel d'offres spécifique) doivent respecter les instructions applicables au chef de file du consortium et à ses partenaires. Les documents joints au formulaire de soumission de l'offre (ex: déclarations, preuves, etc.) peuvent être soumis en version originale ou en copie. Si des copies ont été soumises, les originaux devront être envoyés au pouvoir adjudicateur à la demande de celui-ci. Pour des motifs économiques et écologiques, nous vous invitons à soumettre vos dossiers sur support papier (pas de chemise ou d'intercalaire en plastique). Nous vous suggérons également d'imprimer, dans la mesure du possible, vos dossiers recto verso.

Un opérateur économique peut, le cas échéant et pour un marché déterminé, faire valoir les capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens existants entre lui-même et ces entités. Il doit dans ce cas prouver au pouvoir adjudicateur qu'il disposera des moyens nécessaires pour l'exécution du marché, par exemple par la production de l'engagement de ces entités de les mettre à sa disposition. Ces entités, par exemple la société mère de l'opérateur économique, devront respecter les mêmes règles d'éligibilité et notamment de nationalité, que l'opérateur économique en question.

## 1 PRÉSENTÉE PAR

|                                 | Nom du (des) soumissionnaire(s) | Nationalité <sup>2</sup> |
|---------------------------------|---------------------------------|--------------------------|
| <b>Chef de file<sup>3</sup></b> |                                 |                          |
| <b>Partenaire 2</b>             |                                 |                          |
| <b>Etc.</b>                     |                                 |                          |

## 2 INTERLOCUTEUR (pour la présente offre)

|                              |  |
|------------------------------|--|
| <b>Nom</b>                   |  |
| <b>Adresse</b>               |  |
| <b>Téléphone</b>             |  |
| <b>Télécopieur</b>           |  |
| <b>Courrier électronique</b> |  |

---

<sup>2</sup> Pays d'enregistrement de l'entité légale.

<sup>3</sup> Ajouter ou supprimer autant de lignes que nécessaire pour les partenaires du consortium. Prière de noter qu'un sous-traitant ne doit pas être considéré comme un partenaire aux fins de la présente procédure d'appel d'offres. Dans le cas où cette offre est soumise par un soumissionnaire individuel, le nom de ce dernier doit figurer sous la rubrique «**Chef de file**» (toutes les lignes suivantes sont à supprimer en conséquence)

### 3 DÉCLARATION(S) DU SOUMISSIONNAIRE

**Chaque entité juridique identifiée au point 1 de ce formulaire, y compris chaque membre du groupement de soumissionnaires en cas de consortium, doit soumettre une déclaration signée utilisant le format ci-dessous.**

En réponse à votre lettre d'invitation à soumissionner pour le marché précité, nous déclarons par la présente que:

Nous, soussignés, déclarons que:

- 1 Nous avons examiné et nous acceptons dans sa totalité le contenu du dossier d'appel d'offres n° ..... Nous acceptons sans réserve ni restriction et intégralement ses dispositions.
- 2 Nous proposons d'exécuter, conformément aux termes du dossier et selon les conditions et délais indiqués, sans réserve ni restriction les travaux suivants:

Lot n° 1: [*description des travaux*]

Lot n° 2: [*description des travaux*]

Etc.

- 3 Le prix de notre offre est de [*à l'exclusion des remises décrites au point 4*]:

Lot n° 1: [.....]

Lot n° 2: [.....]

Etc.

- 4 Nous accordons une remise de [%], ou [.....][*dans le cas où le lot n°...et Lot n° ...serait attribué*].

- 5 Cette offre est valable pour une période de 90 jours à compter de la date limite de soumission des offres.

- 6 Si notre offre est retenue, nous nous engageons à fournir une garantie de bonne exécution, comme demandé à l'article 13 des conditions particulières.

- 7 Notre société / compagnie [*et nos sous-traitants*] a / ont la nationalité suivante:

<.....>

- 8 Nous soumettons cette offre [/comme membre du consortium mené par < nom du soumissionnaire principal / nous-mêmes >]. Nous confirmons que nous ne soumissionnons pas sous une autre forme pour le même contrat. [Nous confirmons en tant que membre du consortium que tous les membres sont juridiquement responsables, conjointement et solidairement, pour la mise en œuvre du contrat, que le titulaire principal est autorisé à lier et à recevoir des instructions au nom et pour le compte de chacun des membres, que la mise en œuvre du contrat, y compris les paiements, relève de la responsabilité du membre principal et que tous les membres de la Joint Venture/du Consortium sont liés pour toute la durée de mise en œuvre du contrat].

- 9 Nous ne relevons d'aucune des situations nous interdisant de participer à l'attribution du contrat, qui figurent au point 2.3.3 du Guide pratique des procédures contractuelles applicables aux actions extérieures de la CE. Dans l'éventualité où notre offre serait retenue, nous nous engageons, si cela est demandé, à fournir les preuves usuelles aux termes de la législation du pays dans lequel nous sommes établis, attestant que nous ne nous trouvons dans aucune de ces situations d'exclusion. La date figurant sur la preuve ou sur les documents fournis ne sera pas antérieure de plus d'un an à la date de soumission de l'offre et, de surcroît, nous fournirons une déclaration certifiée conforme que notre situation n'a pas changé durant la période qui s'est écoulée depuis l'établissement de la preuve en question.

Nous sommes également conscients du fait que si nous ne fournissons pas ladite preuve dans un délai de 15 jours calendaires suivant la réception de la notification de l'attribution du marché ou si l'information fournie s'avère fausse, l'attribution pourra être considérée comme nulle et non avenue.

- 10 Nous nous engageons à respecter les clauses déontologiques figurant à l'article 28 des instructions aux soumissionnaires et, en particulier, nous n'avons aucun conflit d'intérêt ni aucun lien spécifique équivalent à ce sujet avec d'autres candidats ou d'autres participants à la procédure lors de notre soumission. Nous ne sommes pas partie prenante, à quelque titre que ce soit, à une autre offre dans la présente procédure.
- 11 Nous informerons immédiatement le pouvoir adjudicateur de tout changement concernant les circonstances susmentionnées à n'importe quel stade de l'exécution du contrat. Nous reconnaissons et nous acceptons aussi que toute information inexacte ou incomplète puisse entraîner notre exclusion de cet appel d'offres et de tout autre contrat financé par la CE/le FED.
- 12 Nous prenons note du fait que le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de poursuivre cette invitation à soumissionner et se réserve le droit de n'attribuer qu'une partie du contrat. Il n'encourt aucune responsabilité vis-à-vis de nous en procédant ainsi.
- 13 Nous sommes parfaitement conscients et acceptons que nous puissions être exclus des procédures d'appel d'offres et de l'attribution du marché conformément au point 2.3.4 du Guide pratique des procédures contractuelles dans le cadre des actions extérieures de la CE, pour une période maximale de 5 ans suivant la date du constat du manquement et jusqu'à 10 ans en cas de récidive dans les 5 ans suivant la date susmentionnée. De plus, nous acceptons que, au cas où nous faisons des fausses déclarations, commettons des erreurs substantielles, des irrégularités ou une fraude, nous serons frappés de sanctions financières représentant 2 % à 10 % de la valeur totale estimée du marché qui sera attribué. Ce taux peut être porté entre 4 % et 20 % en cas de récidive dans les 5 ans du premier manquement.
- 14 Nous sommes conscient que, pour assurer la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, nos données à caractère personnel peuvent être communiquées aux services d'audit interne, à la Cour des comptes européenne, à l'instance spécialisée en matière d'irrégularités financières ou à l'Office européen de lutte antifraude.

Nom et prénom: [.....]

Dûment autorisé à signer cette offre au nom:

[.....]

Lieu et date: [.....]

Cachet de la société / de la compagnie:

Cette offre comprend les annexes:

*[liste numérotée des annexes avec les titres]*



## APPENDICE À L'OFFRE POUR UN CONTRAT DE TRAVAUX

Référence de la publication :.....

**Intitulé du marché: " Travaux de Construction/Réhabilitation d'infrastructures scolaires, sanitaires et d'ouvrages de franchissements (ponts, dalots) dans le Département du Pool**

*(Note: Les soumissionnaires doivent remplir les espaces laissés vides de cet appendice)*

|   |  |  |
|---|--|--|
|   | <b>Sous Conditions des<br/>Clauses Générales ou<br/>des Conditions<br/>particulières<br/>du contrat</b>  |  |
| Nom et adresse du pouvoir adjudicateur                  | Ordonnateur National du<br>FED<br>MINISTERE DE<br>L'ECONOMIE DU PLAN, DE<br>L'AMENAGEMENT DU<br>TERRITOIRE ET DE<br>L'INTEGRATION MEPATI<br>MARTIN OKOGNA<br>DPUE<br>7EME ETAGE<br>BRAZZAVILLE |  |
| Nom et adresse de l'entrepreneur                        | À remplir par le<br>soumissionnaire  |  |
| Nom et adresse du représentant du pouvoir adjudicateur  | Ameth Diouf<br>Projet PCR<br>Avenue Bayardelle<br>Quartier Cathédrale Sacré<br>Cœur  |  |
| Autorité de financement                                 | Ordonnateur National du<br>FED<br>MINISTERE DE<br>L'ECONOMIE DU PLAN, DE<br>L'AMENAGEMENT DU<br>TERRITOIRE ET DE<br>L'INTEGRATION MEPATI<br>MARTIN OKOGNA<br>DPUE<br>7EME ETAGE<br>BRAZZAVILLE |  |
| Délai de délivrance de l'ordre de démarrage des travaux | ....   |  |

|  |       |  |
|--|-------|--|
| Délai d'exécution  | ..... |  |
| Monnaie  |       |  |
| Loi du contrat   |       |  |
| Langue du contrat  |       |  |
| Langue des communications  |       |  |
| Période d'accès au site  |       |  |
| Montant de la garantie d'exécution   |       |  |
| Délai de présentation du programme   |       |  |
| Horaires de travail normaux  |       |  |
| Période après la date effective au cours de laquelle le représentant du pouvoir adjudicateur doit donner l'ordre de démarrer les travaux |       |  |
| Dommages-intérêts liquidés   |       |  |
| Limite des dommages-intérêts pour retard   |       |  |
| Pourcentage de rétention   |       |  |
| Montant minimum des certificats de paiements intermédiaires  |       |  |
| Pourcentage pour l'ajustement des sommes provisionnelles   |       |  |
| Montant de l'assurance pour la conception  |       |  |
| Montant minimum de l'assurance au tiers  |       | ..... par événement avec un nombre illimité d'événements |

|  |  |  |
|--|--|--|
| Périodes pour la présentation de l'assurance |  |  |
|--|--|--|

|   |  |  |
|---|--|--|
|   | <b>Sous Conditions des Conditions Générales ou des Conditions particulières du contrat</b> |  |
| Nombre de membres du comité de règlement des litiges                      |  |  |
| Membre du comité de règlement des litiges (en cas de désaccord) nommé par |  |  |
| Règles d'arbitrage  |  |  |
| Nombre d'arbitres   |  |  |
| Langue de l'arbitrage   |  |  |
| Lieu de l'arbitrage   |  |  |
| .....   |  |  |

Signature \_\_\_\_\_

Capacité \_\_\_\_\_

Dûment autorisé à signer au nom et pour le compte de \_\_\_\_\_

# **VOLUME 1**

## ***SECTION 4:***

### ***QUESTIONNAIRE***

## **CONTENU**

### **AVIS ADDITIONNEL AUX SOUMISSIONNAIRES**

|                   |  |
|-------------------|--|
| <b>MODÈLE 4.1</b> | <b>INFORMATION GÉNÉRALE SUR LE SOUMISSIONNAIRE</b>                 |
| <b>MODÈLE 4.2</b> | <b>DESCRIPTIF DE L'ORGANISATION</b>                                |
| <b>MODÈLE 4.3</b> | <b>PROCURATION</b>   |
| <b>MODÈLE 4.4</b> | <b>ÉTAT FINANCIER</b>  |
| <b>MODÈLE 4.5</b> | <b>a) IDENTIFICATION FINANCIÈRE<br/>b) FICHE D'IDENTITÉ LÉGALE</b> |
| <b>MODÈLE 4.6</b> | <b>QUALIFICATIONS TECHNIQUES</b>                                   |
| 4.6.1             | PERSONNEL  |
| 4.6.2             | ÉQUIPEMENT   |
| 4.6.3             | PLAN DE TRAVAIL ET PROGRAMME                                       |
| 4.6.4             | EXPÉRIENCE COMME TITULAIRE   |
| 4.6.5             | INFORMATION SUR LES JOINT VENTURES                                 |
| 4.6.6             | HISTORIQUE DES LITIGES   |
| 4.6.7             | SYSTÈME(S) D'ASSURANCE QUALITÉ                                     |
| 4.6.8             | HÉBERGEMENT EN FAVEUR DU MAÎTRE D'OEUVRE                           |
| 4.6.9             | AUTRES INFORMATIONS  |

## **VOLUME 1**

### **SECTION 4**

#### ***QUESTIONNAIRE***

##### ***AVIS ADDITIONNEL AUX SOUMISSIONNAIRES***

1. Toutes les questions figurant dans les modèles doivent faire l'objet d'une réponse par le soumissionnaire.
2. Des feuilles supplémentaires peuvent être jointes si nécessaire.
3. Si une question ne s'applique pas au soumissionnaire, il convient d'indiquer "pas applicable" en face avec une brève explication.
4. Chaque page de chaque Modèle doit être numérotée dans l'ordre en bas à droite de la page.
5. Les données financières et les déclarations présentées par le soumissionnaire doivent être libellées en FCFA. Les états bancaires d'origine peuvent être également joints en référence.
6. Si les pièces justificatives ne sont pas écrites dans une des langues officielles de l'Union européenne, une traduction dans la langue de l'appel d'offres doit être fournie. Lorsque les documents sont dans une des langues officielles de l'Union européenne autre que celle utilisée dans l'appel d'offres, il est vivement recommandé de fournir une traduction dans la langue de l'appel d'offres afin de faciliter l'évaluation des documents.
7. Chaque partenaire d'une Joint Venture/d'un Consortium doit remplir et fournir chaque Modèle.
8. Les sociétés soumissionnant comme Joint Venture/Consortium doivent en plus remplir le modèle 4.6.5 les concernant.
9. La personne qui signe ce questionnaire garantit l'exactitude et la véracité de toutes les indications fournies.
10. L'exactitude des réponses au questionnaire, leur exhaustivité et la documentation jointe seront prises en compte lors de l'évaluation des offres. L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que l'absence de certaines données peut entraîner leur non-conformité au titre de la rubrique correspondante de l'évaluation.

## VOLUME 1

### SECTION 4

#### MODÈLE 4.1

#### INFORMATION GÉNÉRALE SUR LE SOUMISSIONNAIRE

- 4.1.1. Nom de la société .....  
.....
- 4.1.2. Adresse officielle .....  
.....  
.....  
Téléphone ..... Télécopie..... Telex.....Messagerie.....
- 4.1.3. Noms et nationalités des principaux directeurs et  
associés.....  
.....  
.....
- 4.1.4. Type de société  
(personne physique, *Partnership*, société anonyme, etc.)  
.....
- 4.1.5. Description de la société (par ex. entrepreneur général de génie civil)
- 4.1.6. Nationalité de la société .....
- 4.1.7. Nombre d'années d'expérience comme entrepreneur  
- dans son pays .....  
- à l'international .....
- 4.1.8. Détails d'enregistrement .....  
.....  
veuillez joindre une copie du certificat d'enregistrement
- 4.1.9. Participations dans la société  
Parts (%)  
.....  
.....
- 4.1.10. Nom(s) et adresse(s) des sociétés liées pour la réalisation du projet et statut (filiale, sous-  
traitant..):  
.....  
.....  
.....
- 4.1.11. Si la société est une filiale, quelle sera l'implication, si elle existe, de la société mère dans le  
projet?  
.....
- 4.1.12. Les sociétés étrangères doivent indiquer si elles sont établies ou non dans le pays du pouvoir  
adjudicateur conformément au droit applicable (Pour information seulement)

Signature: .....  
(personne(s) autorisée(s) à signer pour le compte du soumissionnaire)

Date: .....

## **VOLUME 1**

### **SECTION 4**

#### ***MODÈLE 4.2***

#### ***DESCRIPTIF DE L'ORGANISATION***

{Veuillez donner par après le descriptif de l'organisation de votre société en montrant la position des directeurs, du personnel principal et leurs fonctions.



## **VOLUME 1**

### **SECTION 4**

#### ***MODÈLE 4.3***

#### ***PROCURATION***

Veillez attacher la procuration autorisant la personne à signer l'offre et toute la documentation correspondante.

## **VOLUME 1**

### **SECTION 4**

#### **MODÈLE 4.4**

#### ***ÉTAT FINANCIER***

Veillez fournir toute l'information demandée en équivalents en FCFA.

##### 4.4.1 Capital de base

|               |      |
|---------------|------|
| Montant.....  | FCFA |
| Monnaie.....  | FCFA |
| Autorisé..... | FCFA |
| Emis.....     | FCFA |

##### 4.4.2 Valeur annuelle des travaux entrepris au cours des 3 dernières années, et projetée pour les deux années à venir

| FCFA          | Année<br>-3 | Année<br>-2 | Dernière<br>Année | Année<br>en<br>cours | Année<br>+1 | Année<br>+2 |
|---------------|-------------|-------------|-------------------|----------------------|-------------|-------------|
| National      |             |             |                   |                      |             |             |
| International |             |             |                   |                      |             |             |
| Total         |             |             |                   |                      |             |             |

##### 4.4.3 Valeur approximative des travaux en cours (nationaux et internationaux)

.....FCFA

- 4.4.4<sup>4</sup> Veuillez attacher des copies des bilans certifiés des <X> dernières années de la société (avec des traductions dans la langue de la procédure si nécessaire) dont les données de base suivantes seront extraites et fournir la même information pour les deux années à venir.

| FCFA                            | Année<br>-2          | Année<br>-1           | Dernière<br>Année     | Année<br>en<br>cours  | Année<br>+1         | Année<br>+2         |
|---------------------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|
| 1. Total de l'actif             | .....                | .....                 | .....                 | .....                 | .....               | .....               |
| 2. Total du passif              | ....                 | .....                 | .....                 | .....                 | ...                 | ...                 |
| <i>Valeur nette (1-2)</i>       | <u>.....</u><br>.... | <u>.....</u><br>..... | <u>.....</u><br>..... | <u>.....</u><br>..... | <u>.....</u><br>... | <u>.....</u><br>... |
| 3. Actif réalisable             | .....                | .....                 | .....                 | .....                 | .....               | .....               |
| 4. Dettes à court terme         | ....                 | .....                 | .....                 | .....                 | ...                 | ...                 |
| <i>Fonds de roulement (3-4)</i> | <u>.....</u><br>.... | <u>.....</u><br>..... | <u>.....</u><br>..... | <u>.....</u><br>..... | <u>.....</u><br>... | <u>.....</u><br>... |
| 5. Profit (avant imposition)    | .....                | .....                 | .....                 | .....                 | .....               | .....               |
| 6. Pertes                       | .....                | .....                 | .....                 | .....                 | .....               | .....               |
|                                 | ....                 | ....                  | ...                   | ....                  | ....                | ....                |

- 4.4.5 Nom et adresse des banques (principale/autres):

.....  
 .....  
 .....

- 4.4.6 Veuillez joindre une référence / un certificat sur la situation financière de la société et son accès à des facilités de crédit (d'un montant maximal de..... à indiquer en équivalents FCFA)

Signature: .....

(personne(s) autorisée(s) à signer pour le compte du soumissionnaire)

Date: .....

<sup>4</sup> Se référer à la section 4 des instructions aux soumissionnaires pour savoir si les pièces justificatives (documents de preuve) sont exigées.



**VOLUME 1**  
**SECTION 4**  
***MODÈLE 4.5***

**Fiche Signalétique**

**Fiche Entité légale**

Voir à la fin du document

**Attention l'original est obligatoire**

# **VOLUME 1**

## **SECTION 4**

### ***MODÈLES 4.6.1 à 9*** ***QUALIFICATIONS TECHNIQUES***

# VOLUME 1

## SECTION 4

### MODÈLE 4.6.1.1

#### VUE GÉNÉRALE DU PERSONNEL DU SOUMISSIONNAIRE

{ i - Vue d'ensemble

|  |       |
|--|-------|
| a - Directeurs et Management             | ..... |
| b - Personnel administratif              | ..... |
| c - Personnel technique                  |       |
| - Ingénieurs                             | ..... |
| - Géomètres                              |       |
| - Contremaîtres                          | ..... |
| - Mécaniciens                            |       |
| - Techniciens                            | ..... |
| - Opérateurs de machine                  |       |
| - Conducteurs                            | ..... |
| - Autre personnel qualifié               |       |
| - Main d'œuvre et personnel non qualifié | ..... |

---

|       |       |
|-------|-------|
| Total | ===== |
|-------|-------|

ii - Personnel opérationnel sur le site dans le cadre du contrat (si nécessaire)

|  |       |
|--|-------|
| a - Management du site                   | ..... |
| b - Personnel administratif              | ..... |
| c - Personnel technique                  |       |
| - Ingénieurs                             | ..... |
| - Géomètres                              |       |
| - Contremaîtres                          | ..... |
| - Mécaniciens                            |       |
| - Techniciens                            | ..... |
| - Opérateurs de machine                  |       |
| - Conducteurs                            | ..... |
| - Autre personnel qualifié               |       |
| - Main d'œuvre et personnel non qualifié | ..... |

---

|       |       |
|-------|-------|
| Total | ===== |
|-------|-------|

Signature .....

(personne(s) autorisée(s) à signer pour le compte du soumissionnaire)

Date ..... }

# VOLUME 1

## SECTION 4

### **MODÈLE 4.6.1.2** **PERSONNEL UTILISÉ DANS LE CADRE DU CONTRAT**

| Fonction/Nom                                      | Nationalité | Âge | Éducation | Années d'expérience (avec la société /dans les travaux) | Principaux projets en tant que responsable (Projet/Valeur) |
|---|-------------|-----|-----------|---|--|
|   |             |     |           | /   |  |
|   |             |     |           |   |  |
|   |             |     |           | /   |  |
|   |             |     |           |   |  |
| <b>Contrôle qualité</b><br>.....<br>.....         |             |     |           | /   |  |
|   |             |     |           |   |  |
| <b>Autres responsables pour</b><br>.....<br>..... |             |     |           | /   |  |
|   |             |     |           |   |  |
| <b>Autres responsables pour</b><br>.....<br>..... |             |     |           | /   |  |

Signature .....

(personne(s) autorisée(s) à signer pour le compte du soumissionnaire)

Date .....



# VOLUME 1

## SECTION 4

### **MODÈLE 4.6.1.3** **EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE DU PERSONNEL** **PRINCIPAL**

#### **CURRICULUM VITAE**

(Maximum 3 pages + 3 pages d'annexes)

{ Position proposée dans le contrat:

1. Nom de famille:
2. Prénom:
3. Date et lieu de naissance:
4. Nationalité:
5. Statut civil:  
Adresse (téléphone/fax/e-mail):
6. Éducation:

|   |  |
|---|--|
| <i>Institutions:</i>  |  |
| <i>Date:</i><br><i>De (mois/Année)</i><br><i>A (mois/Année)</i> |  |
| <i>Diplôme:</i>   |  |

7. Compétences linguistiques

Indiquer vos connaissances sur une échelle de 1 à 5 (1 - niveau excellent; 5 - niveau rudimentaire)

| <i>Langue</i> | <i>Niveau</i>            | <i>Passif</i> | <i>Parlé</i> | <i>Écrit</i> |
|---------------|--------------------------|---------------|--------------|--------------|
|               | <i>Langue maternelle</i> |               |              |              |
|               |                          |               |              |              |
|               |                          |               |              |              |
|               |                          |               |              |              |
|               |                          |               |              |              |

8. Appartenance à une organisation professionnelle:
9. Autres compétences (par ex. maîtrise de l'informatique, etc.):
10. Position actuelle:
11. Années d'expérience professionnelle:
12. Qualifications principales:
13. Expérience spécifique dans les pays non industrialisés:

| <i>Pays</i> | <i>Date: de (mois/Année) à (mois/Année)</i> | <i>Nom et brève description du projet</i> |
|-------------|---|---|
|             |   |   |
|             |   |   |
|             |   |   |
|             |   |   |

14. Expérience professionnelle:

|   |  |
|---|--|
| <i>Date: de (mois/Année) à (mois/Année)</i> |  |
| Lieu  |  |
| Compagnie / Organisation                    |  |
| Position                                    |  |
| Description d'emploi                        |  |

15. Autres:

15a. Publications et séminaires:

15b. Références:

Signature .....

(personne(s) autorisée(s) à signer pour le compte du soumissionnaire)

Date .....

# VOLUME 1

## SECTION 4

### MODÈLE 4.6.2

### ÉQUIPEMENT

Équipement proposé et disponible pour la mise en oeuvre du contrat <sup>5</sup>

|    | DESCRIPTION<br>(Type/<br>Fabricant/Modèle) | Puissance/<br>Capacité | No.<br>d'unités | Âge<br>(Années) | Possédé (P)<br>ou loué(L)<br>et pourcentage<br>de propriété | Origine<br>(pays) | Valeur actuelle<br>approximative<br>en<br>EURO OU EN<br>MONNAIE<br>NATIONALE |
|----|--|------------------------|-----------------|-----------------|---|-------------------|--|
| A) | ÉQUIPEMENT DE<br>CONSTRUCTION              |                        |                 |                 |   |                   |  |
|    |  |                        |                 |                 | /   |                   |  |
|    |  |                        |                 |                 | /   |                   |  |
|    |  |                        |                 |                 | /   |                   |  |
|    |  |                        |                 |                 | /   |                   |  |
|    |  |                        |                 |                 | /   |                   |  |
|    |  |                        |                 |                 | /   |                   |  |
|    |  |                        |                 |                 | /   |                   |  |
|    |  |                        |                 |                 | /   |                   |  |
|    |  |                        |                 |                 | /   |                   |  |
|    |  |                        |                 |                 | /   |                   |  |
|    |  |                        |                 |                 | /   |                   |  |
|    |  |                        |                 |                 | /   |                   |  |
|    |  |                        |                 |                 | /   |                   |  |
|    |  |                        |                 |                 | /   |                   |  |
|    |  |                        |                 |                 | /   |                   |  |
|    |  |                        |                 |                 | /   |                   |  |

<sup>5</sup> Pas la totalité de l'équipement possédé par la société

|           | DESCRIPTION<br>(Type/<br>Fabricant/Modèle) | Puissance<br>/<br>Capacité | No.<br>d'unités | Age<br>(Années) | Possédé (P)<br>ou loué(L)<br>et pourcentage<br>de propriété | Origine<br>(pays) | Valeur actuelle<br>approximative<br>en<br>FCFA |
|-----------|--|----------------------------|-----------------|-----------------|---|-------------------|--|
| <b>B)</b> | <b>VÉHICULES ET<br/>CAMIONS</b>            |                            |                 |                 |   |                   |  |
|           |  |                            |                 |                 | /   |                   |  |
|           |  |                            |                 |                 | /   |                   |  |
|           |  |                            |                 |                 | /   |                   |  |
|           |  |                            |                 |                 | /   |                   |  |
|           |  |                            |                 |                 | /   |                   |  |
| <b>C)</b> | <b>AUTRE<br/>ÉQUIPEMENT</b>                |                            |                 |                 | /   |                   |  |
|           |  |                            |                 |                 | /   |                   |  |
|           |  |                            |                 |                 | /   |                   |  |
|           |  |                            |                 |                 | /   |                   |  |
|           |  |                            |                 |                 | /   |                   |  |
|           |  |                            |                 |                 | /   |                   |  |
|           |  |                            |                 |                 | /   |                   |  |
|           |  |                            |                 |                 | /   |                   |  |
|           |  |                            |                 |                 | /   |                   |  |
|           |  |                            |                 |                 | /   |                   |  |
|           |  |                            |                 |                 | /   |                   |  |
|           |  |                            |                 |                 | /   |                   |  |
|           |  |                            |                 |                 | /   |                   |  |
|           |  |                            |                 |                 | /   |                   |  |
|           |  |                            |                 |                 | /   |                   |  |

Signature .....

(personne(s) autorisée(s) à signer pour le compte du soumissionnaire)

Date .....

# VOLUME 1

## SECTION 4

### **MODÈLE 4.6.3** **PLAN DE TRAVAIL ET PROGRAMME**

- 4.6.3.1** Veuillez indiquer la localisation prévue de votre bureau principal sur le site, des stations (structures métalliques/béton/asphalte), dépôts, laboratoires, hébergements, etc. (joindre les croquis si nécessaire)
- 4.6.3.2** Veuillez donner une brève description de votre programme d'exécution des travaux en conformité avec la méthode de construction et l'échéancier demandés
- 4.6.3.3** Veuillez joindre un diagramme en bâton des étapes critiques (Échéancier d'exécution) indiquant le programme de construction et les activités pertinentes, les dates, répartition de la main d'œuvre et des stations, etc.
- 4.6.3.4** Si le soumissionnaire envisage de sous-traiter une partie des travaux du contrat, il doit fournir les détails suivants:

| Travaux proposés pour la sous-traitance | Nom et détails des sous-traitants | Valeur en % de la sous-traitance rapportée au coût total du projet | Expérience dans des travaux similaires (Détails à préciser) |
|---|-----------------------------------|--|---|
|   |                                   |  |   |
|   |                                   |  |   |
|   |                                   |  |   |
|   |                                   |  |   |
|   |                                   |  |   |
|   |                                   |  |   |
|   |                                   |  |   |

Signature .....

(personne(s) autorisée(s) à signer pour le compte du soumissionnaire)

Date ..... }

# VOLUME 1

## SECTION 4

### **MODÈLE 4.6.4** **EXPÉRIENCE COMME ENTREPRENEUR**

**4.6.4.1** Liste des contrats de même nature effectués au cours des 3 dernières années.

| Nom du projet/type de travaux | Valeur totale des travaux sous sa responsabilité <sup>6</sup> | Période du Contrat | Date de démarrage | % des travaux réalisés | Pouvoir adjudicateur et lieu | Titulaire principal (P) ou Sous-traitant (S) | Acceptation finale émise ?<br>- Oui<br><br>- Pas encore (Contrats en cours)<br>- Non |
|-------------------------------|---|--------------------|-------------------|------------------------|------------------------------|--|--|
| <b>A) National</b>            |   |                    |                   |                        |                              |  |  |
|                               |   |                    |                   |                        |                              |  |  |
|                               |   |                    |                   |                        |                              |  |  |
|                               |   |                    |                   |                        |                              |  |  |
|                               |   |                    |                   |                        |                              |  |  |
|                               |   |                    |                   |                        |                              |  |  |
|                               |   |                    |                   |                        |                              |  |  |
|                               |   |                    |                   |                        |                              |  |  |
|                               |   |                    |                   |                        |                              |  |  |
|                               |   |                    |                   |                        |                              |  |  |
|                               |   |                    |                   |                        |                              |  |  |
|                               |   |                    |                   |                        |                              |  |  |
|                               |   |                    |                   |                        |                              |  |  |
|                               |   |                    |                   |                        |                              |  |  |
|                               |   |                    |                   |                        |                              |  |  |
|                               |   |                    |                   |                        |                              |  |  |
|                               |   |                    |                   |                        |                              |  |  |
|                               |   |                    |                   |                        |                              |  |  |
|                               |   |                    |                   |                        |                              |  |  |

<sup>6</sup> Montants effectivement payés sans tenir compte de l'inflation.



# VOLUME 1

## SECTION 4

### **MODÈLE 4.6.5** ***DONNÉES SUR LES JOINT VENTURES***

- 4.6.5.1** Nom .....
- 4.6.5.2** Adresse du comité de direction .....  
.....  
Télex .....  
Téléphone .....Télécopie.....E-mail.....
- 4.6.5.3** Agence dans l'Etat du pouvoir adjudicateur, si elle existe (dans le cas d'une Joint Venture/d'un Consortium avec un partenaire principal étranger)  
Adresse du bureau.....  
.....  
Télex .....  
Téléphone .....Téléfax.....
- 4.6.5.4** Noms des partenaires  
i) .....  
ii) .....  
iii) .....  
etc. ....
- 4.6.5.5** Nom du partenaire principal  
.....  
.....
- 4.6.5.6** Accord régissant la formation de la Joint Venture/du Consortium  
i) Date de la signature: .....  
ii) Lieu: .....  
iii) Pièce jointe - Accord
- 4.6.5.7** Partage proposé des responsabilités entre les partenaires (en %) avec l'indication du type de travaux réalisé par chacun  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

Signature: .....

*(personne(s) autorisée(s) à signer pour le compte du soumissionnaire)*

Date: .....



# VOLUME 1

## SECTION 4

### ***MODÈLE 4.6.6*** ***HISTORIQUE DES LITIGES***

Veillez fournir l'historique des litiges et des arbitrages découlant de l'exécution des contrats au cours des X dernières années ou en cours.

Un feuillet séparé doit être utilisé pour chaque partenaire de la Joint Venture/du Consortium.

| Année | Résultat favorable au défavorable au soumissionnaire | Nom du client, cause et objet du litige | Montant litigieux (valeur courante en FCFA) |
|-------|--|---|---|
|       |  |   |   |

Signature .....

*(personne(s) autorisée(s) à signer pour le compte du soumissionnaire)*

Date .....

# **VOLUME 1**

## **SECTION 4**

### ***MODÈLE 4.6.7*** ***SYSTÈME(S) D'ASSURANCE QUALITÉ***

Veillez joindre les détails du/des système(s) d'assurance qualité proposés afin de garantir l'exécution réussie des travaux.

Signature .....

*(personne(s) autorisée(s) à signer pour le compte du soumissionnaire)*

Date .....

# **VOLUME 1**

## **SECTION 4**

### ***MODÈLE 4.6.8*** ***HÉBERGEMENT EN FAVEUR DU MAÎTRE D'OEUVRE***

Veillez fournir les croquis et les données décrivant l'hébergement et les facilités offertes par le soumissionnaire au titre des rubriques correspondantes du bordereau / de la décomposition globale et forfaitaire.

Signature .....

*(personne(s) autorisée(s) à signer pour le compte du soumissionnaire)*

Date .....

# **VOLUME 1**

## **SECTION 4**

### ***MODÈLE 4.6.9*** ***AUTRES INFORMATIONS***

Les soumissionnaires peuvent fournir ici toute autre information qu'ils jugent nécessaire à l'évaluation de leurs offres.

Signature .....

*(personne(s) autorisée(s) à signer pour le compte du soumissionnaire)*

Date ..... }

**VOLUME 1**

***SECTION 5:***  
***GRILLE DE CONFORMITE ADMINISTRATIVE***

# GRILLE DE CONFORMITE ADMINISTRATIVE

Les critères indiqués sont utilisés par le comité d'évaluation)

|                           |  |                                 |
|---------------------------|--|---------------------------------|
| <b>Titre du contrat :</b> |  | <b>Réf. de la publication :</b> |
|---------------------------|--|---------------------------------|

| Enveloppe<br>numéro | Nom du<br>soumissionnaire | Nationalité<br>du<br>soumissionnaire<br>(consortium) <sup>9</sup><br>éligible?<br><br>(O/N) | Documentation<br>complète?<br><br>(O/N) | Langue<br>demandée?<br><br>(O/N) | Modèle de<br>soumission<br>correctement<br>rempli?<br><br>(O/N) | Accord de<br>Consortium<br>signé<br>par tous<br>les<br>membres?<br><br>(O/N/N.A.) | Indication<br>sur la<br>sous-<br>traitance<br>acceptable?<br><br>(O/N/N.A.) | Autres<br>exigences<br>administratives<br>du<br>dossier?<br><br>(O/N/N.A.) | Décision<br>globale?<br><br>(Accepté /<br>Rejeté) |
|---------------------|---------------------------|---|---|----------------------------------|---|---|---|--|---|
| 1                   |                           |   |   |                                  |   |   |   |  |   |
| 2                   |                           |   |   |                                  |   |   |   |  |   |
| 3                   |                           |   |   |                                  |   |   |   |  |   |
| 4                   |                           |   |   |                                  |   |   |   |  |   |
| 5                   |                           |   |   |                                  |   |   |   |  |   |

|                               |  |
|-------------------------------|--|
| <b>Nom du président</b>       |  |
| <b>Signature du président</b> |  |
| <b>Date</b>                   |  |

<sup>9</sup> Si l'offre émane d'un consortium, **Tous ses membres** doivent avoir une nationalité éligible

**VOLUME 1**

**SECTION 5:**

***GRILLE D'EVALUATION***

## GRILLE D'EVALUATION

(. Les critères indiqués sont utilisés par le comité d'évaluation. Doit être complétée par chaque évaluateur du comité d'évaluation

|                           |  |                              |
|---------------------------|--|------------------------------|
| <b>Titre du contrat :</b> |  | <b>Réf. de publication :</b> |
|---------------------------|--|------------------------------|

| Envelope No | Nom du soumissionnaire | Respect des règles d'origine?<br>(O/N) | Capacité économique et financière ?<br>(OK/a/b/...) | Capacité professionnelle? (OK/a/b/...) | Capacité technique? (OK/a/b/...) | Conformité aux spécifications techniques? (OK/a/b/...) | Services connexes exigés?<br>(OK/a/b/ /NA) | Nationalités des experts et/ou des sous-traitants éligibles?<br>(O/N) | Autres exigences techniques du dossier<br>(O/N /Non applicable) | Conformité technique? (O/N) | Commentaires |
|-------------|------------------------|--|---|--|----------------------------------|--|--|---|---|-----------------------------|--------------|
|             |                        |  |   |  |                                  |  |  |   |   |                             |              |
|             |                        |  |   |  |                                  |  |  |   |   |                             |              |
|             |                        |  |   |  |                                  |  |  |   |   |                             |              |
|             |                        |  |   |  |                                  |  |  |   |   |                             |              |
|             |                        |  |   |  |                                  |  |  |   |   |                             |              |
|             |                        |  |   |  |                                  |  |  |   |   |                             |              |
|             |                        |  |   |  |                                  |  |  |   |   |                             |              |
|             |                        |  |   |  |                                  |  |  |   |   |                             |              |

|                                  |  |
|----------------------------------|--|
| <b>Nom de l'évaluateur</b>       |  |
| <b>Signature de l'évaluateur</b> |  |
| <b>Date</b>                      |  |



## VOLUME 2

### SECTION 1: MODÈLE DE CONTRAT

#### Contrat de travaux FINANCÉ PAR LE FED

Entre

L'Ordonnateur National du FED, MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DU PLAN, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'INTÉGRATION - MEPATI  
("le Pouvoir Adjudicateur"),

et

d'une part,

[Dénomination officielle complète du Titulaire]

[Forme juridique/titre]<sup>10</sup>

[N° d'enregistrement légal]<sup>11</sup>

[Adresse officielle complète]

[N° de TVA<sup>12</sup>],

(« le Titulaire »),

#### PROJET

##### Le Projet de consolidation de la Réconciliation (PCR) CONTRAT [numéro]

Attendu que le pouvoir adjudicateur souhaite que certains travaux soient exécutés par le titulaire;  
Et qu'il a accepté la soumission remise par le titulaire en vue de l'exécution et de l'achèvement de ces travaux et de la réparation de tous les vices afférents.

#### Il a été convenu ce qui suit:

Article 1. Dans le présent contrat, les mots et expressions auront la signification qui leur est attribuée dans les conditions contractuelles indiquées ci-après.

---

<sup>10</sup> Quand le signataire est une personne.

<sup>11</sup> Si applicable. Pour les personnes, mention de leur numéro de carte d'identité ou passeport ou équivalent

<sup>12</sup> Excepté quand le signataire n'a pas de numéro de TVA.

Article 2. Les documents suivants seront considérés, lus et interprétés comme faisant partie intégrante du présent contrat dans l'ordre hiérarchique suivant:

- (a) Le contrat,
  - (b) Les conditions particulières,
  - (c) Les conditions générales,
  - (d) Les spécifications techniques,
  - (e) Les documents de conception (plans),
  - (f) Le bordereau rempli (après corrections arithmétiques)/la décomposition,
  - (g) L'offre avec l'appendice,
  - (h) Tout autre document faisant partie du contrat:
- Les avenants suivent l'ordre hiérarchique du document qu'ils modifient.

Article 3. En contrepartie des paiements effectués le pouvoir adjudicateur au titulaire comme mentionné ci-après, le titulaire s'engage à exécuter et achever les travaux et à réparer tous les vices afférents en conformité absolue avec les dispositions du contrat.

Article 4. Le pouvoir adjudicateur s'engage par les présentes à payer au titulaire à titre de rétribution pour l'exécution et l'achèvement des ouvrages et la réparation des vices afférents un montant de:

- Prix (excluant la TVA et les autres taxes) FCFA
- TVA et autres taxes ..... FCFA
- Prix (en toutes lettres ): ..... FCFA

ou toute autre somme exigible au titre des dispositions et selon les modalités du contrat. La TVA sera payée conformément aux règles, lois nationales et conventions internationales concernant l'exécution du programme. La TVA et les autres taxes ne doivent pas être payées sur les fonds ayant leur origine dans la Communauté européenne.

Article 5. **En foi de quoi** les parties ont signé le présent contrat, qui devient effectif à compter du jour où la dernière partie, à savoir le titulaire, l'a signé.

Fait en français, en trois originaux, deux originaux étant pour le Commission européenne et un original étant pour le Titulaire.

**TITULAIRE:**

Nom:

Titre:

Signature:

Date:

**POUVOIR ADJUDICATEUR:**

Nom: (Personne habilitée)

Titre:

Signature:

Date:

**VOLUME 2**

**SECTION 3:  
CONDITIONS PARTICULIÈRES**

**CONTENU**

## **Article 1 : Loi et langue applicables au marché**

1.1 La langue utilisée est le français.

## **Article 2: Ordre hiérarchique des documents contractuels**

Les documents suivants seront considérés, lus et interprétés comme faisant partie intégrante du présent contrat dans l'ordre hiérarchique suivant:

- (a) Le contrat,
- (b) Les conditions particulières,
- (c) Les conditions générales,
- (d) Les spécifications techniques,
- (e) Les documents de conception (plans),
- (f) Le Détail estimatif et le Bordereau de prix (après corrections arithmétiques éventuelles)
- (g) L'offre avec l'appendice,
- (h) Tout autre document faisant partie du contrat:

## **Article 3 : Communications**

Toutes les communications écrites entre le représentant du Maître d'ouvrage ou le maître d'oeuvre, d'une part, et le titulaire, d'autre part, portant sur le présent contrat doivent mentionner l'intitulé du marché, le numéro d'identification du projet, et être acheminées selon les modalités fixées par l'article 4 du Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS).

- Adresse: **DPUE/MEPATI**  
7<sup>ème</sup> étage Ministère du Plan  
République du Congo, Brazzaville
- **PCR**  
Avenue Bayardelle (Voir Villa Washington), Cathédrale Sacré-Cœur, Centre ville,  
République du Congo, Brazzaville  
B.P : 13 821 ; Tél. 06 962 10 08 / 06 938 89 49  
E-mail : [pcrcongo@yahoo.fr](mailto:pcrcongo@yahoo.fr)

## **Article 4 : Documents à fournir**

Carnet de chantier, les détails techniques des travaux, un compte rendu des travaux à adresser au responsable des travaux ainsi que la procédure utilisée par le maître d'ouvrage et le maître d'oeuvre pour approuver les plans et autres documents du titulaire si nécessaire.

## **Article 5: Accès au chantier**

5.1 L'attention du titulaire est attirée sur le fait qu'il existe un Chef de délégation de la Commission européenne dans l'État du maître d'ouvrage. Le titulaire est tenu de lui donner libre accès à ses chantiers, usines, ateliers, etc., et, d'une manière générale, de lui accorder toutes facilités utiles pour l'accomplissement de ses fonctions au même titre qu'au maître d'œuvre. Ces mêmes dispositions s'appliquent également aux représentants du Chef de délégation par lui désignés.

Une copie de toute correspondance échangée entre le titulaire et le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre doit être envoyée pour information au Chef de délégation de la Commission européenne à l'adresse administrative suivante:

Adresse: Délégation de l'Union Européenne en République du Congo: Impasse Auxence Ickonga – Boîte Postale 2149 – Brazzaville – République Du Congo

#### **Article 6 : Obligations générales du titulaire**

- 6.1 Les mesures de visibilité doivent suivre les règles définies dans le Manuel de visibilité de l'UE pour les actions extérieures publié par la Commission européenne à l'adresse suivante: [http://ec.europa.eu/europeaid/work/visibility/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/europeaid/work/visibility/index_fr.htm)

#### **Article 7 : Garantie de bonne exécution**

- 7.1 Le montant de la garantie de bonne exécution est fixé à 5 % du montant du marché et de ses avenants éventuels

#### **Article 8 : Assurances**

- 8.1 Le montant de l'assurance responsabilité contre les risques et l'assurance responsabilité civile est plafonné au montant du contrat.

#### **Article 9: Programme de mise en œuvre des tâches**

En complément au programme de travail faisant partie de la soumission, le titulaire, dans un délai de 30 jours à compter de la notification de l'attribution du marché, fournit au maître d'œuvre un programme d'exécution détaillé par activité et par mois et comportant les documents suivants :

- l'organigramme du personnel dirigeant du chantier avec l'indication du nom des divers agents et de leurs qualifications et curriculum vitae,
- l'ordre dans lequel le titulaire propose d'exécuter les travaux par mois et par nature, comportant notamment les prévisions d'effectifs et d'approvisionnement en matériels, Matériaux, eau etc.
- un projet d'installation et d'organisation du chantier,
- une description générale des méthodes que le titulaire propose d'adopter pour exécuter les travaux.

Ces documents sont retournés au titulaire avec l'approbation du maître d'œuvre ou avec toutes observations utiles dans un délai de dix jours à compter de leur réception par le maître d'œuvre, sauf en cas de convocation à lui notifier dans les dix jours.

#### **Article 10 : Plans du titulaire**

- 10.1 Le titulaire doit apporter aux documents, plans, notes de calcul etc. qu'il a transmis pour approbation au maître d'œuvre, les corrections, mises au point etc. découlant des observations que celui-ci aurait émises à leur encontre, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de ces observations. Les documents, plans, notes de calcul etc. ainsi modifiés ou mis au point sont de nouveau soumis à l'approbation du maître d'œuvre suivant la même procédure.

Le visa accordé par le maître d'œuvre n'atténue en rien la responsabilité du titulaire.

#### **Article 11: Niveau suffisant du montant de la soumission**

- 11.1 Par le fait même du dépôt de sa soumission, le titulaire reconnaît s'être assuré :

- a) des conditions générales d'exécution des travaux, en particulier de l'équipement nécessité par ceux-ci ;
  - b) de la nature et de la situation géographique des travaux ;
  - c) des conditions physiques propres à l'emplacement des travaux ;
  - d) des moyens de communications, de transport, des possibilités de fournitures en eau, électricité, carburant, etc. ;
  - e) de toutes les contraintes résultant de la législation sociale, fiscale et douanières en vigueur au Congo ;
  - f) et plus généralement de toutes les circonstances susceptibles d'avoir une influence sur les conditions d'exécution des travaux ou sur leur prix.
- Toute carence ou toute erreur du titulaire dans l'obtention de ces renseignements ne pourra que demeurer à sa charge

#### **Article 12 : Entraves à la circulation**

- 12.1 Pendant toute la durée des travaux et jusqu'à la réception définitive, si besoin est, le titulaire devrait informer le maître d'œuvre de toute fermeture de routes que nécessiterait son intervention en précisant la durée. Un avis sera publié par le maître d'œuvre à l'attention des usagers de la voie:
- 12.2 La signalisation du chantier devra être conforme aux lois de la République du Congo.

#### **Article 13 : Période de mise en œuvre des tâches**

- 13.1 Le délai d'exécution du marché est fixé à six (6) mois.

#### **Article 14 : Retards dans la mise en œuvre des tâches**

- 14.1 L'indemnité forfaitaire pour retards dans l'exécution des travaux est fixée à 0,1 % de la valeur du contrat pour chaque jour ou portion de jour écoulé entre la fin de la période de mise en œuvre des tâches et la date réelle d'achèvement des travaux et jusqu'à plafond de 10 % de la valeur du marché contrat.

#### **Article 15 : Origine et qualité des ouvrages et matériaux**

- 15.1 Tous les biens acquis dans le cadre doivent être originaires d'un Etat membre de l'Union Européenne et/ou des Etats ACP et/ou dans un pays ou un territoire autorisé par l'accord de Partenariat ACP-UE dans le cadre duquel le contrat est financé. Dans ce contexte, la définition de la notion de « produits originaires » est évaluée par rapport aux accords internationaux en la matière, et il y a lieu de considérer également comme produits originaires de l'Union Européenne les produits originaires des pays, territoires et départements d'outre-mer.
- 15.2 Les travaux et les objets, appareils, matériels ou matériels à mettre en œuvre pour leur exécution doivent répondre:
  - (\*) aux spécifications suivantes :

**-Les travaux :** Construction/Réhabilitation d'infrastructures scolaires, sanitaires et des ouvrages de franchissements liés à la vie des communautés

## **Article 16 : Surveillance et contrôle**

La surveillance des travaux sera assurée par le PCR ou son représentant pour ce chantier.

Le titulaire ou son représentant tiendra un carnet de chantier sur lequel seront notées toutes les décisions du contrôleur, les réserves éventuelles du titulaire et toutes les observations nécessaires y compris, le rendement par jour et toutes les opérations effectuées. Ce carnet aura une valeur officielle qui lui sera donnée par un ordre de service émis avant le début du chantier. Pour les opérations et décisions particulièrement graves (arrêt de travaux, modifications de programme, etc...), le maître d'œuvre établira un ordre de service.

## **Article 17 : Propriété des équipements et des matériaux**

- 17.1 Toutes les installations, tous les ouvrages temporaires, équipements et matériaux fournis par le titulaire sont, lorsqu'ils sont apportés sur le chantier, réputés être destinés exclusivement à l'exécution des travaux et le titulaire ne peut les enlever, en totalité ou en partie, sauf pour les déplacer à l'intérieur du chantier, sans le consentement du maître d'œuvre.

En cas de résiliation du marché conformément à l'article 63, pour défaut d'exécution du titulaire, le maître d'ouvrage a le droit d'utiliser les installations, les ouvrages temporaires, les équipements et les matériaux se trouvant sur le chantier pour achever les travaux.

## **Article 18 : Principes généraux des paiements**

- 18.1 Les paiements sont effectués en **Francs CFA**

## **Article 19 : Préfinancement**

- 19.1 et 2 Le montant de l'avance forfaitaire est de 10% du montant initial du marché.

Le montant total des autres avances ne peut excéder 20% du marché initial dans la limite indiquée ci-dessous.

Le montant total des avances justifiées par la conclusion d'un contrat d'achat ou d'une commande de matériaux, d'équipements, d'installations, d'outils et d'autres dépenses visées à l'article 46.1.b des Conditions générales ne peut excéder 50% des valeurs d'achat hors taxes.

Pour le paiement du ou des préfinancements, le titulaire doit fournir au maître d'œuvre, la demande de paiement et la garantie de bonne exécution. Le titulaire doit fournir une garantie financière pour le montant total du paiement du préfinancement.

- 19.3 Le remboursement des préfinancements ci-dessus s'effectue par retenues basées sur les déclarations de créances mensuelles.

- a) Le remboursement de l'avance forfaitaire (maximum 10 %) est effectué par précompte sur les acomptes et éventuellement, sur le solde dû au titulaire. Ce remboursement commence dès le premier acompte et doit être terminé au plus tard lorsque le montant payé au titre du marché atteint 80 % du montant du marché.

Le remboursement est effectué dans la ou les mêmes monnaies que celle(s) de l'avance.

Le calcul du montant des retenues est effectué au moyen de la formule suivante:

$$R = \frac{V_a \times D}{V_t \times 0,8}$$

dans laquelle:

R = montant à rembourser

V<sub>a</sub> = montant total du préfinancement consenti

V<sub>t</sub> = montant initial du marché

D = montant de l'acompte

Le calcul est poussé jusqu'à la deuxième décimale arrondie au chiffre supérieur.

- b) Le remboursement du préfinancement sur le matériel, machines et outillages - ainsi que du préfinancement sur d'autres dépenses préalables importantes (maximum 20 %) est effectué par précompte sur les acomptes et éventuellement sur le solde dû au titulaire. Ce remboursement commence dès le premier acompte et doit être terminé au plus tard lorsque le montant payé au titre du marché atteint 90 % du montant du marché.

Le calcul du montant des retenues est effectué au moyen de la formule suivante:

$$R' = \frac{Va' \times D}{Vt \times 0,9}$$

dans laquelle:

R' = montant à rembourser

Va' = montant total du préfinancement consenti

Vt = montant initial du marché

D = montant de l'acompte

#### **Article 20 : Retenues de garantie**

- 20.1 Le montant des prélèvements sur les acomptes qui sera retenu en garantie de l'exécution des obligations du titulaire pendant la période de garantie est de 10 % de chaque acompte.

#### **Article 21 : Révision des prix**

- 21.1 Le marché ne comporte pas de clause de révision de prix.

#### **Article 22 : Évaluation des travaux**

- 22.1 Ce marché est à prix unitaires.

#### **Article 23 : Décompte définitif**

- 23.1 Le projet de décompte définitif est remis, au plus tard, à la date de la demande par le titulaire de l'établissement du certificat de réception provisoire.
- 23.2 Le maître d'œuvre établit et signe le décompte définitif dans les trente jours après l'établissement du certificat de réception définitive.

#### **Article 24 : Retards de paiement**

- 24.1. A l'expiration du délai prévu à l'article 44.3 des conditions générales, il est versé au titulaire un intérêt de retard:
- au taux appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement en euros tel que publié au Journal Officiel de l'Union européenne, si les paiements sont effectués en euros,
  - au taux de réescompte de l'institut d'émission de l'État du maître d'ouvrage, si les paiements sont effectués en monnaie nationale,

en vigueur le premier jour du mois au cours duquel ce délai a expiré, majoré de trois points et demi. Les intérêts de retard portent sur la période comprise entre la date d'expiration du délai de paiement et la date de débit du compte du maître d'ouvrage. À titre exceptionnel, lorsque les intérêts calculés conformément à cette disposition sont d'un montant inférieur ou égal à 200 euros, ils ne sont versés au titulaire que sur demande, présentée dans les deux mois qui suivent la réception du paiement tardif. Les États membres de l'UE ne sont pas autorisés à recevoir des intérêts de retard.



## **Article 25 Réception provisoire**

**Le maître d'ouvrage prend possession des ouvrages dès qu'ils ont satisfait aux essais après leur achèvement et qu'un certificat de réception provisoire a été délivré ou est réputé avoir été délivré.**

**Le titulaire peut demander, par notification adressée au maître d'œuvre, l'établissement d'un certificat de réception provisoire au plus tôt quinze jours avant la date à laquelle, à son avis, les travaux seront achevés et prêts pour la réception provisoire. Dans un délai de trente jours à compter de la réception de la demande du titulaire, le maître d'œuvre:**

- a) établit le certificat de réception provisoire à l'intention du titulaire, avec copie au maître d'ouvrage, en indiquant, le cas échéant, ses réserves et notamment la date à laquelle, à son avis, les ouvrages ont été achevés conformément au marché et étaient prêts pour la réception provisoire ou
- b) rejette la demande en motivant sa décision et en spécifiant quelles mesures doivent, à son avis, être prises par le titulaire en vue de la délivrance du certificat.

**Si le maître d'œuvre omet soit de délivrer le certificat de réception provisoire, soit de rejeter la demande du titulaire dans un délai de trente jours, il est réputé avoir délivré ce certificat le dernier jour de ce délai. Le certificat de réception provisoire n'est pas considéré comme la reconnaissance de l'achèvement intégral des travaux. Après la réception provisoire des ouvrages, le titulaire doit procéder au repliement et à l'enlèvement des installations temporaires ainsi que des matériaux qui ne sont plus nécessaires à l'exécution du marché. Il doit, en outre, faire disparaître les gravats ou encombrements et remettre les lieux en l'état conformément au marché.**

**Dès la réception provisoire, le maître d'ouvrage peut utiliser tous les ouvrages exécutés.**

## **Article 26 Obligations au titre de la garantie**

La période de garantie commence à la réception provisoire du lot. Pendant cette période, le titulaire est tenu d'achever les travaux et de remédier aux vices et malfaçons selon les instructions du maître d'œuvre. Les droits et obligations des parties au regard de cette période de garantie sont définis à l'article 61 des conditions générales.

## **Article 27 Réception définitive**

À l'expiration de la période de garantie ou, lorsqu'il y a plusieurs périodes de garantie, à l'expiration de la dernière, et lorsque tous les vices ou dommages ont été rectifiés, le maître d'œuvre délivre au titulaire un certificat de réception définitive, avec copie au maître d'ouvrage, indiquant la date à laquelle le titulaire s'est acquitté de ses obligations contractuelles d'une manière jugée satisfaisante par le maître d'œuvre. Le certificat de réception définitive est délivré par le maître d'œuvre dans les trente jours qui suivent l'expiration de la période susmentionnée ou dès que les travaux ordonnés en application de l'article 26 ont été achevés d'une manière jugée satisfaisante par le maître d'œuvre.

Les travaux ne sont pas considérés comme achevés tant que le certificat de réception définitive n'a pas été signé par le maître d'œuvre et transmis au maître d'ouvrage, avec copie au titulaire.

Nonobstant la délivrance du certificat de réception définitive, le titulaire et le maître d'ouvrage demeurent tenus de s'acquitter de toute obligation qui a été contractée au titre du marché avant l'établissement du certificat de réception définitive et qui n'a pas encore été remplie

au moment de la délivrance dudit certificat. La nature et la portée de toute obligation de ce type seront déterminées par référence aux stipulations du marché.

**Article 28 Règlement des litiges**

Tout litige entre les parties résultant du marché ou ayant un lien avec le marché, qui ne peut pas être réglé autrement, sera réglé conformément à la législation de la République du Congo.

**CONDITIONS GENERALES  
DU  
MARCHE DES TRAVAUX**

**Voir fin du document**

## VOLUME 2

### SECTION 3:

#### MODÈLE DE GARANTIE DE PRÉFINANCEMENT

<À compléter avec papier à en-tête  
de l'institution financière>

À l'attention de  
Délégation de la Commission Européenne  
Impasse Auxence Ickonga– Boîte Postale 2149  
BRAZZAVILLE – REPUBLIQUE DU CONGO  
ci-après dénommée «le pouvoir adjudicateur»,

**Objet: Garantie** ..... **numéro** .....  
**Garantie de préfinancement payable au contrat** ..... - " construction/réhabilitation  
d'infrastructures scolaires, sanitaires et d'ouvrages de franchissements dans le département du Pool

Nous soussignés, <nom et adresse de l'institution financière> déclarons irrévocablement par la présente garantir, comme débiteur principal, et non pas seulement comme caution solidaire, pour le compte de <nom et adresse du titulaire > ci-après dénommé «le contractant», le paiement au profit du pouvoir adjudicateur de <montant du préfinancement>, représentant le préfinancement tel que mentionnée à l'article 19 des conditions particulières du contrat <numéro de contrat et intitulé> conclu entre le contractant et le pouvoir adjudicateur, et ci-après dénommé «le Contrat».

Les paiements sont effectués sur le compte indiqué par le pouvoir adjudicateur, sans contestation ni procédure judiciaire, dès réception de votre première demande écrite (par lettre recommandée avec accusé de réception), déclarant que le prestataire n'a pas satisfait à une demande de remboursement de l'avance ou que le contrat a été résilié. Nous ne retarderons pas le paiement et nous ne nous y opposerons pour aucune raison. Nous vous informerons par écrit dès que le paiement aura été effectué.

Nous avons pris bonne note de ce qu'aucun avenant au Contrat ne peut soustraire les parties aux obligations découlant de la présente garantie. Nous nous réservons le droit de ne pas être informé des changements liés à ce contrat.

Nous prenons note que la libération de la garantie s'effectuera comme indiqué dans l'article 46.7 des Conditions générales du Contrat [et dans tous les cas au plus tard le (à l'expiration des 18 mois après la période de mise en œuvre du Contrat)<sup>13</sup>.

La loi applicable à la présente garantie est celle de <nom du pouvoir adjudicateur/ l'État où l'institution financière est établie>. Tout litige découlant de la présente garantie ou y relatif sera porté devant les tribunaux <nom de l'État du pouvoir adjudicateur>.

---

<sup>13</sup> Cette mention doit être insérée uniquement quand la loi applicable à la garantie impose d'introduire une date précise.

La présente garantie entrera en vigueur et prendra effet à la réception du paiement du préfinancement sur le compte désigné par le Contractant.

Fait à : .....Le : .....

Nom: .....Fonction<sup>14</sup>: .....

Signature: .....

*[Cachet de l'organisme garant]:.....*

## SECTION 4:

### MODÈLE DE GARANTIE DE BONNE EXÉCUTION

(À soumettre sur le papier à en-tête  
de l'institution financière)

À l'attention de  
Ordonnateur National du FED  
MINISTRE DE L'ECONOMIE DU PLAN, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'INTEGRATION  
MEPATI  
MARTIN OKOGNA  
DPUE  
7EME ETAGE  
BRAZZAVILLE  
ci-après dénommée «le pouvoir adjudicateur»,

**Objet: Garantie** ..... **numéro** .....  
**Garantie de bonne exécution pour l'entière exécution du contrat** .....  
construction/réhabilitation d'infrastructures scolaires, sanitaires et d'ouvrages de franchissements dans  
le département du Pool

**[veuillez indiquer pour toute correspondance le numéro et l'intitulé]**

Nous soussignés, <nom et adresse de l'institution financière> déclarons irrévocablement par la présente garantir, comme débiteur principal, et non pas seulement comme caution solidaire, pour le compte de <nom et adresse du titulaire > ci-après dénommé «le contractant», le paiement au profit du

---

<sup>14</sup> Le(s) nom(s) et fonctions(s) de la personne signant pour l'institution financière doivent être indiqués en majuscule.

pouvoir adjudicateur de <montant de la garantie de bonne exécution>, représentant la garantie de bonne exécution mentionnée à l'article 7 des conditions particulières du contrat <numéro de contrat et intitulé> conclu entre le contractant et le pouvoir adjudicateur, ci-après dénommé «le contrat».

Les paiements sont effectués sur le compte indiqué par le pouvoir adjudicateur, sans contestation ni procédure judiciaire, dès réception de votre première demande écrite (par lettre recommandée avec accusé de réception), déclarant que le contractant n'a pas satisfait à l'exécution pleine et entière de ses obligations contractuelles ou que le contrat a été résilié. Nous ne retarderons pas le paiement et nous ne nous y opposerons pour aucune raison. Nous vous informerons par écrit dès que le paiement aura été effectué.

Nous avons pris bonne note de ce qu'aucun avenant au contrat ne peut soustraire les parties aux obligations découlant de la présente garantie. Nous renonçons au droit d'être informé de tout changement lié à ce contrat.

Nous prenons note que la libération de la garantie s'effectuera conformément à l'article 15.8 des conditions générales du contrat [dans tous les cas au plus tard (à l'expiration des 18 mois après la période de mise en œuvre du contrat)]<sup>15</sup>.

La loi applicable à la présente garantie est celle de <pays du pouvoir adjudicateur/ l'État où l'institution financière délivrant la garantie est établie>. Tout litige découlant de la présente garantie ou y relatif sera porté devant les tribunaux <pays du pouvoir adjudicateur>.

La présente garantie entrera en vigueur et prendra effet dès sa signature.

Fait à : .....Le : .....

Nom: .....Fonction<sup>16</sup>: .....

Signature: .....

[Cachet de l'organisme garant]:.....

---

<sup>15</sup> Cette mention doit être insérée uniquement quand la loi applicable à la garantie impose d'introduire une date précise.

<sup>16</sup> Le(s) nom(s) et fonctions(s) de la personne signant pour l'institution financière doivent être indiqués en majuscule.

## VOLUME 2

### SECTION 5:

#### MODÈLE DE GARANTIE DE RETENUE

<À compléter avec papier à en-tête  
de l'institution financière>

À l'attention de  
Délégation de la Commission Européenne  
Impasse Auxence Ickonga– Boîte Postale 2149  
BRAZZAVILLE – REPUBLIQUE DU CONGO  
ci-après dénommée «le pouvoir adjudicateur»,

**Objet: Garantie** ..... **numéro** .....  
**Garantie de retenue pour le contrat** ..... - " construction/réhabilitation d'infrastructures  
scolaires, sanitaires et d'ouvrages de franchissements dans le département du Pool

Nous soussignés, <nom et adresse de l'institution financière> déclarons irrévocablement par la présente garantir, comme débiteur principal, et non pas seulement comme caution solidaire, pour le compte de <nom et adresse du titulaire > ci-après dénommé «le contractant», le paiement au profit du pouvoir adjudicateur de <montant de la garantie de retenue>, représentant la garantie de retenue telle que mentionnée à l'article 20 des conditions particulières du contrat <numéro de contrat et intitulé> conclu entre le contractant et le pouvoir adjudicateur, et ci-après dénommé «le contrat».

Les paiements sont effectués sur le compte indiqué par le pouvoir adjudicateur, sans contestation ni procédure judiciaire, dès réception de votre première demande écrite (par lettre recommandée avec accusé de réception), déclarant que le contractant n'a pas satisfait à l'exécution pleine et entière de ses obligations contractuelles ou que le contrat a été résilié. Nous ne retarderons pas le paiement et nous ne nous y opposerons pour aucune raison. Nous vous informerons par écrit dès que le paiement aura été effectué.

Nous avons pris bonne note de ce qu'aucun avenant au contrat ne peut soustraire les parties aux obligations découlant de la présente garantie. Nous nous réservons le droit de ne pas être informé des changements liés à ce contrat.

Nous prenons note que la libération de la garantie s'effectuera conformément à l'article 47.3 des conditions générales du contrat [et dans tous les cas au plus tard le (à l'expiration des 18 mois après la période de mise en œuvre du contrat)]<sup>17</sup>.

La loi applicable à la présente garantie est celle de <insérer "la Belgique" ou le nom de l'Etat du pouvoir adjudicateur s'il ne s'agit pas de la Commission européenne ou le nom de l'Etat où l'institution financière qui émet la garantie est établie>. Tout litige découlant ou relatif à la présente garantie sera

---

<sup>17</sup> Insérer cette mention uniquement lorsque cela est requis, par exemple lorsque le droit applicable à la garantie impose une date d'échéance déterminée.

porté devant les tribunaux de <insérer "la Belgique" ou le nom de l'Etat du pouvoir adjudicateur s'il ne s'agit pas de la Commission européenne>.

La présente garantie entrera en vigueur et prendra effet à la réception du paiement du préfinancement sur le compte désigné par le contractant.

Fait à : .....Le : .....

Nom: .....Fonction<sup>18</sup>: .....

Signature: .....

*[Cachet de l'organisme garant]:.....*

---

<sup>18</sup> Le(s) nom(s) et fonctions(s) de la personne signant pour l'institution financière doivent être indiqués en majuscule.

## Régime fiscal et douanier

### *Article 31 de l'Annexe IV à l'Accord de Cotonou*

1. Les États ACP appliquent aux marchés financés par la Communauté un régime fiscal et douanier qui n'est pas moins favorable que celui appliqué à l'État le plus favorisé ou aux organisations internationales en matière de développement avec lesquelles ils ont des relations. Pour la détermination du régime applicable à la nation la plus favorisée, il n'est pas tenu compte des régimes appliqués par l'État ACP concerné aux autres États ACP ou aux autres pays en développement.
2. Sous réserve des dispositions ci-dessus, le régime suivant est appliqué aux marchés financés par la Communauté:
  - (a) les marchés ne sont assujettis ni aux droits de timbre et d'enregistrement, ni aux prélèvements fiscaux d'effet équivalent, existants ou à créer dans l'État ACP bénéficiaire; toutefois, ces marchés sont enregistrés conformément aux lois en vigueur dans l'État ACP et l'enregistrement peut donner lieu à une redevance correspondant à la prestation de service;
  - (b) les bénéfices et/ou les revenus résultant de l'exécution des marchés sont imposables selon le régime fiscal intérieur de l'État ACP concerné, pour autant que les personnes physiques et morales qui ont réalisé ces bénéfices et/ou ces revenus aient un siège permanent dans cet État ou que la durée d'exécution du marché soit supérieure à six mois;
  - (c) les entreprises qui doivent importer des matériels en vue de l'exécution de marchés de travaux bénéficient, si elles le demandent, du régime d'admission temporaire tel qu'il est défini par la législation de l'État ACP bénéficiaire concernant lesdits matériels;
  - (d) les matériels professionnels nécessaires à l'exécution de tâches définies dans les marchés de services sont admis temporairement dans le ou les États ACP bénéficiaires, conformément à sa législation nationale, en franchise de droits fiscaux, de droits d'entrée, de droits de douane et d'autres taxes d'effet équivalent, dès lors que ces droits et taxes ne sont pas la rémunération d'une prestation de services;
  - (e) les importations dans le cadre de l'exécution d'un marché de fournitures sont admises dans l'État ACP bénéficiaire en exemption de droits de douane, de droits d'entrée, de taxes ou droits fiscaux d'effet équivalent. Le marché de fournitures originaires de l'État ACP concerné est conclu sur la base du prix départ usine, majoré des droits fiscaux applicables le cas échéant dans l'État ACP à ces fournitures;
  - (f) les achats de carburants, lubrifiants et liants hydrocarbonés ainsi que, d'une manière générale, de tous les produits incorporés dans un marché de travaux sont réputés faits sur le marché local et sont soumis au régime fiscal applicable en vertu de la législation nationale en vigueur dans l'État ACP bénéficiaire;
  - (g) l'importation d'effets et objets personnels, à usage personnel et domestique, par les personnes physiques, autres que celles recrutées localement, chargées de l'exécution des tâches définies dans un marché de services et par les membres de leur famille, s'effectue, conformément à la législation nationale en vigueur dans l'État ACP bénéficiaire, en franchise de droits de douane ou d'entrée, de taxes et autres droits fiscaux d'effet équivalent.
3. Toute question non visée par les dispositions ci-dessus relatives au régime fiscal et douanier reste soumise à la législation nationale de l'État ACP concerné.



## ***VOLUME 3***

# ***SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES***

# **I. GENERALITES**

## **1.1. Définition de l'opération**

Les travaux définis ci-après concernent la construction/réhabilitation d'écoles, de centres de santé, des ouvrages de franchissements en vue de la réalisation des infrastructures dans le Département du Pool

## **1.2. Objet du Devis Descriptif des Travaux**

Le présent devis descriptif a pour objet la définition des travaux à exécuter. Il comporte tous les corps d'état.

L'Entrepreneur devra connaître ce document dans son ensemble et exécuter tous les travaux nécessaires au parfait et complet achèvement des ouvrages et au parfait fonctionnement des installations. Il devra signaler au Maître d'Oeuvre toute erreur ou omission qu'il aura constaté. Tous les travaux seront exécutés selon les règles de l'art et selon les normes en vigueur en République du Congo.

En conséquence, l'Entrepreneur ne pourra en aucun cas, arguer que les erreurs ou omissions le dispensent d'exécuter intégralement tous les ouvrages nécessaires à l'achèvement complet des travaux et au bon fonctionnement des installations.

Les sous-traitants éventuels devront prendre une connaissance approfondie du dossier pour une parfaite coordination sur le chantier.

A la fin des travaux, l'Entrepreneur livrera le chantier dans un état de propreté parfait.

## **1.3. Exécution des travaux**

### **1.3.1. Réglementation**

Les travaux seront exécutés suivant les règles de l'art et les règlements en vigueur en République du Congo, conformément aux descriptions et obligations portées dans le présent devis et aux indications des plans, tant en ce qui concerne le choix des matériaux que le mode de construction et les dispositions d'ensemble.

Les travaux seront conformes, sauf indications contraires de la part du Maître d'Œuvre, aux Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) publiés par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (C.S.T.B.) ainsi que les spécifications techniques en matière de construction, de réhabilitation des routes et des ouvrages de franchissement en vigueur en République du Congo.

### **1.3.2. Dessins – Détails d'exécution**

Tous les dessins de détails d'exécution ne figurant pas dans les schémas du Maître d'œuvre et jugés nécessaire par l'entrepreneur pour la bonne exécution des travaux doivent être soumis à l'approbation du Maître d'œuvre.

Pour le cas des ouvrages d'art, l'Entrepreneur doit soumettre la note de calcul des ouvrages à l'approbation du Maître d'œuvre.

### **1.3.3. Cotation – Niveaux – Implantation**

Il est interdit à l'Entrepreneur de prendre des mesures à l'échelle métrique sur les schémas fournis dans le Dossier d'Appel d'Offre, étant entendu qu'il devra signaler en temps utile au Maître d'Œuvre, toutes erreurs, imprécisions ou manque de côte qu'il aurait relevés. Le niveau du sol sera défini en accord avec le Maître d'Œuvre avant le début des travaux.

Dans tous les locaux, le trait de niveau devra être battu au cordeau bleu, sur les murs et les cloisons à 100 cm au-dessus du niveau du sol fini afin d'éviter toute erreur.

#### 1.3.4. Appareils – Matériaux de fabrication spéciale

D'une manière générale, les appareils, les articles ou les matériaux de fabrication spéciale dont la marque est spécifiée, devront être prévus par l'Entrepreneur tels qu'ils sont demandés. Toutefois, lors de l'exécution des travaux, l'Entrepreneur pourra proposer des appareils, des articles ou des matériaux similaires et de qualité au moins égale à celle spécifiée.

#### 1.3.5. Notices descriptives complémentaires

Le Maître d'Œuvre pourra, en cours d'exécutions des travaux, apporter des modifications au présent devis dans un but de donner plus de précisions à certaines prescriptions du dossier. Dans ce cas, les prescriptions plus récentes prévaudront sur les premières et éventuellement sur les indications des plans.

#### 1.3.6. Coordination entre corps d'état

Tous les trous, fourreaux et réservations de passages divers seront exécutés par l'Entrepreneur du gros œuvre sur indication appropriée de la part des sous-traitants.

Il sera pris toutes les dispositions nécessaires pour éviter que des réservations de passage ne soient exécutées après le coulage des bétons. Les canalisations d'électricité, de courant faible, de plomberie, etc..., à encastrer dans les murs devront l'être avant les enduits.

Tous les raccords seront exécutés autant que possible par l'Entrepreneur du gros œuvre. Ils seront exécutés dans les mêmes conditions que les ouvrages de maçonnerie.

### 1.4. Tableau de surface des locaux

Selon les normes en vigueur en République du Congo, le tableau de surface des locaux se présentent de la manière suivante :

#### 1.4.1. Structures scolaires

- Salle de classe 63,00 m<sup>2</sup>
- Secrétariat (bloc administratif) 15,28 m<sup>2</sup>
- Direction (bloc administratif) 12,00 m<sup>2</sup>
- Circulation Largeur = 2,00 m

#### 1.4.2. Centres de santé

- Terrasse 16,36 m<sup>2</sup>
- Accueil 34,52 m<sup>2</sup>
- Consultation 16,00 m<sup>2</sup>
- Circulation Largeur = 1,20 m
- Soins oraux 7,95 m<sup>2</sup>
- Accouchement 19,40 m<sup>2</sup>
- Observation 19,40 m<sup>2</sup>
- Pansement 10,80 m<sup>2</sup>
- Consultation prénatale 16,00 m<sup>2</sup>
- Consultation préscolaire 23,40 m<sup>2</sup>

#### 1.4.3. Autres édifices

- Bloc latrine 1,69 m<sup>2</sup> par latrine

- Citerne d'eau (Impluvium)    Volume utile = 21,60 m3 par impluvium

### **1.5. Visite de site**

Avant la soumission, il est recommandé aux Entreprises d'effectuer une visite du site afin de mesurer l'ampleur des contraintes qui y sont liées et en tenir compte dans leurs Offres.

### **1.6. Fournitures et ouvrages défectueux**

Les matériaux et les fournitures qui ne présenteraient pas la qualité requise seront refusés et devront être enlevés immédiatement du chantier. Pour toutes les fournitures, la présentation d'un échantillon au Maître d'Œuvre pour approbation est obligatoire.

Les ouvrages défectueux seront refusés, démolis et reconstruits conformément aux règles de l'art, sans aucun supplément sur le montant forfaitaire du Contrat des travaux.

Pour toutes les phases d'exécution des ouvrages, la réception partielle par le Contrôle est obligatoire.

### **1.7. Plans de recollement**

A la fin du chantier, l'Entrepreneur devra fournir les plans des ouvrages exécutés, surtout pour les corps d'état suivants :

- Electricité
- Plomberie sanitaire
- Plans de niveau

Ces plans devront être fournis avant la réception provisoire des ouvrages.

## **II. TERRASSEMENTS**

### **2.1. Consistance des travaux**

Les travaux de terrassement comprennent :

- l'abattage des arbres avec enlèvement des racines ;
- le décapage de la terre végétale ;
- le nivellement du terrain ;
- l'implantation des ouvrages ;
- les fouilles pour les fondations et les ouvrages enterrés ;
- les remblais et/ou les déblais.

### **2.2. Prescriptions techniques particulières**

#### **2.2.1. Abattage des arbres, décapage du sol**

Les arbres se trouvant sur l'emprise des ouvrages seront abattus, leurs racines enlevées et évacuées hors de l'emprise du chantier dans une décharge approuvée par le maître d'œuvre

Le décapage de la terre végétale sera fait sur 20 cm au moins avant les remblais ou déblais nécessaires pour obtenir les niveaux spécifiés aux plans. Les terres impropres seront évacuées hors de l'aire des travaux dans une décharge approuvée par le maître d'œuvre.

.

La préparation du terrain sera exécutée avec une marge de recul de 2 mètres au moins de part et d'autre de l'emprise des bâtiments.

#### 2.2.2. Nivellement- Implantation

Il sera procédé par les soins d'un Géomètre au tracé des lignes et axes de référence et au nivellement superficiel des ouvrages, ce tracé étant rattaché en plan et en altitude à des repères fixes. L'installation de chaises est obligatoire pour l'opération d'implantation.

L'Entrepreneur est responsable de l'implantation des ouvrages dans leur totalité. Il signale immédiatement au Contrôle les erreurs de côtes que les opérations d'implantation peuvent révéler. D'une manière générale, l'orientation des façades devra respecter, sauf en cas de contrainte, la disposition suivante : les façades longues exposées au Nord ou au Sud, les pignons donnant sur l'Est ou l'Ouest.

Les implantations seront réceptionnées par le Maître d'Œuvre avant la poursuite des travaux. Un procès-verbal sera établi à cet effet.

#### 2.2.3. Fouilles

Les fouilles en rigoles auront une profondeur minimale de 50 cm et 40 cm de largeur. Dans tous les cas, les fouilles seront descendues jusqu'au bon sol qu'elle que soit la nature du terrain y compris toutes sujétions de manutention, de blindage, de transport et d'éloignement des terres.

Les fouilles en trous seront exécutées conformément aux plans de béton armé. Celle des fosses septiques seront exécutées suivant la capacité prescrite. Les parois et le fond des fouilles seront bien dressés avant l'exécution des bétons.

Toutes les fouilles seront réceptionnées par le Maître d'Œuvre chargé du contrôle avant la poursuite des travaux.

#### 2.2.4. Remblais

Les terres sélectionnées provenant des différentes fouilles et nécessaires pour les remblais seront mises en dépôt, dans la mesure du possible, à proximité des lieux à remblayer.

Les remblais seront fortement compactés, par couches successives de 20 cm d'épaisseur, et arrosés convenablement pour éviter tout tassement ultérieur. Ils ne devront contenir ni détritiques, ni souches, ni gravais, etc... ; compactage à 95% de l'OPM (Optimum Proctor Modifié).

Si nécessaire, en complément des remblais provenant des fouilles, un remblai d'apport de terres latéritiques sableuses et sans argile sera exécuté dans les mêmes conditions que le remblai provenant des fouilles.

Des essais de compacité pourraient être ordonnés par le Contrôle aux frais de l'Entrepreneur.

#### Application :

Forme sous dallage de sol, de fouilles au-dessus des semelles de fondation, tranchées des canalisations des eaux usées et eaux vannes, des alimentations en eau et des câbles électriques etc..., pourtours des ouvrages enterrés.

### III. ALIMENTATION EN EAU POTABLE- ASSAINISSEMENT

#### 3.1. Canalisations d'eau potable

Les canalisations d'eau potable seront soit en acier galvanisé, soit en P.V.C. pression.

- Les premières seront filetées, assemblées par manchons en fonte malléable galvanisée. Il ne sera admis aucun cintrage à chaud sur les tubes galvanisés ;
- Celles en P.V.C pression seront assemblées par collage. Les changements de direction se feront par des coudes ou des tés en P.V.C.

#### 3.2. Evacuation des eaux de pluie

Les eaux de pluie des toits seront évacuées soit par des descentes en P.V.C, soit directement au sol.

### **3.3. Canalisations d'Eaux Vannes (E.V.) et d'Eaux Usées (E.U.)**

Elles seront en P.V.C de section appropriée.

### **3.4. Regard de visite**

Sauf indication contraire aux plans, les regards seront de 50 cm de dimensions intérieures. Ils seront construits en béton moulé avec enduits intérieurs étanches.

### **3.5. Puits perdus**

Il sera réalisé des puits perdus pour recevoir les eaux usées des timbres d'offices, des lavabos et des toilettes des postes ou des centres de santé. Chaque puits perdu aura les dimensions minima suivantes : diamètre=150cm ; profondeur=300cm.

Les puits perdus seront remplis de moellons et seront pourvus en leur centre d'un tuyau PVC de section 125 muni de fentes latérales. Le tuyau permettra de voir éventuellement le niveau d'eau à travers un regard de visite pratiqué dans la couverture en bétons du puisard.

## **IV. BETON- BETON ARME**

### **4.1. Consistance des travaux**

L'Entrepreneur réalisera les différents éléments de béton armé entrant dans la construction du bâtiment tels qu'ils sont prévus sur les plans. Ce sont :

- Les semelles de fondation ;
- Les dallages ;
- Les poteaux et les chaînages
- Les banquettes ;
- Les poutres ;
- Les paillasse ;
- Les linteaux, etc.

### **4.2. Prescription générales**

Les agrégats devront être conformes aux normes en vigueur. Ils seront propres et exemptes de terre, de boue et de détritux végétaux.

Le liant hydraulique entrant dans la composition des bétons sera le ciment portland artificiel de classe 45 (CPA 45).

L'eau de gâchage sera exempte de saletés et sels agressifs ou nuisibles pour les liants. La quantité d'eau sera compatible avec une bonne mise en œuvre.

Les armatures pour bétons armés seront conformes au DTU n°20.

### **4.3. Béton de propreté**

Afin d'isoler les semelles de fondation des fonds de fouilles, il sera coulé un béton de propreté d'une épaisseur moyenne de 10 cm et dosé à :

- |   |                           |                |
|---|---------------------------|----------------|
| - | 150 kg de ciment CPA 45   | ◇ 3 sacs       |
| - | 800 l de gravier (quartz) | ◇ 16 brouettes |

- 400 l de sable ◇ 8 brouettes
- 170 litres d'eau environ

NB : Les brouettes ont chacune une capacité de 50 litres et devront être remplies à la rase.

#### 4.4. Béton de fondation (gros béton cyclopéen)

Il sera coulé entre les deux faces des fouilles après un nettoyage et un arrosage, et un peu hors des fouilles dans un coffrage, un béton cyclopéen (30% de béton contre 70% de moellons) dosé à :

- 250 kg de ciment CPA 45 ◇ 5 sacs
- 850 l de gravier (quartz) ◇ 17 brouettes
- 450 l de sable ◇ 9 brouettes
- 170 litres d'eau environ
- du moellon.

#### 4.5. Semelles filantes (longrines)

Il sera coulé sur le béton cyclopéen, à l'intérieur de coffrages, un béton armé dosé à :

- 350 kg de ciment CPA 45 ◇ 7 sacs
- 850 l de gravier 5/25 ◇ 17 brouettes
- 450 l de sable ◇ 9 brouettes
- 170 litres d'eau environ

Les armatures seront composées de 3 HAΦ10 filantes et des épingles en HAΦ6 espacées de 20cm. C'est le chaînage bas ou béton de pourtour.

#### 4.6. Aire de dallage – Emmarchement

Il sera exécuté à l'intérieur des pièces, sur le remblai compacté, un dallage de sol dosé à :

- 300 kg de ciment CPA 45 ◇ 6 sacs
- 850 l de gravier 5/25 ◇ 17 brouettes
- 450 l de sable ◇ 9 brouettes
- 170 litres d'eau environ

L'armature du dallage sera composée de fer à béton HAØ 6 avec un maillage carré 30 cm x 30 cm.

#### 4.7. Béton armé

Sauf indication contraire, tous les éléments en béton armé seront dosés à :

- 350 kg de ciment CPA 45 ◇ 7 sacs
- 850 l de gravier 5/25 ◇ 17 brouettes
- 450 l sable ◇ 9 brouettes
- 170 litres d'eau environ

Un soin particulier sera observé dans l'exécution des éléments de béton armé contribuant à l'esthétique de l'ouvrage.

L'armature des poteaux raidisseurs sera en acier en HAØ 10 pour les filants, HAØ 6 pour les étriers.

Les armatures des dalles pleines, dallettes des latrines, paillasses, banquettes, etc. seront conformes aux plans de ferrailage.

Le jeu d'enduit en surépaisseur des façades sera armé avec du grillage « cage à poules » et il sera intégré au mortier de ciment un adjuvant du type SIKA.

### V. MACONNERIES

### **5.1. Consistance des travaux**

Les travaux de maçonnerie comprennent tous les éléments de structure autres que ceux réalisés en béton et en béton armé ainsi que tous les travaux de ravalement, de cloisonnement, notamment :

- La construction des murs ;
- La construction des cloisons ;
- L'exécution des enduits intérieurs et extérieurs ;
- L'exécution des chapes, des raccordements, calfeutremments, etc ...

### **5.2. Dispositions générales relatives à la pose des maçonneries**

Des mesures seront prises pour que les mortiers, bétons, liants en poudre, etc ..., ne tâchent pas ou n'imprègnent pas les parements.

Les maçonneries seront protégées contre les effets des intempéries excessives (chaleur, sécheresses, pluie, etc.).

Par temps sec notamment, les maçonneries seront arrosées fréquemment s'il en est nécessaire pour qu'elles ne se dessèchent brutalement.

Après interruption, l'arase de reprise sera révisée, nettoyée et humectée convenablement.

Les chutes de terre ou autres matériaux dans les maçonneries quelles qu'elles soient, seront soigneusement évitées.

Tout élément, bloc aggloméré, brique, etc ... fendu ou fêlé pendant la pose, sera remplacé à mortier neuf.

### **5.3. Agglos / Briques cuites**

La mise en œuvre des agglos ou de briques cuites se fera selon les règles de l'art. Il pourra être exécuté des potelets de raidissements pour les cloisons de remplissage présentant des surfaces trop importantes, ceci afin d'améliorer leur stabilité (pas plus de 4m de longueur de mur sans raidisseur).

Les agglos seront de la classe B40 ; type creux de 12x20x40.

L'implantation des éléments se fera conformément aux plans d'architecture. Le mortier des maçonneries sera dosé à 250 kg de ciment par m<sup>3</sup> de sable pour les agglos, et à 300 kg de ciment par m<sup>3</sup> de sable pour les briques cuites.

Les joints des maçonneries auront 2,5 – 3 cm d'épaisseur.

### **5.4. Claustres**

Le choix des claustres d'aération sera fait par le Contrôle sur présentation d'échantillon par l'Entrepreneur.

### **5.5. Enduits**

Les surfaces à recouvrir devront être débarrassées convenablement pour obtenir un bon accrochage de l'enduit. Elles seront également suffisamment humidifiées pour que le support n'absorbe pas l'eau du mortier.

Dès précautions devront être prises pour parer à l'action desséchante du soleil et du vent, en particulier pendant les périodes de forte chaleur.

L'enduit sera constitué par :

- Une couche ou corps de l'enduit au mortier de ciment de 2,5 cm d'épaisseur dosé à 300 kg de ciment pour 1 m<sup>3</sup> de sable fin. Un soin particulier sera observé dans l'exécution de cette couche.

La tolérance de verticalité sera de 0,5cm par hauteur de 3m.

Les enduits seront lissés

### **5.6. Chapes**



Elle sera directement incorporée au béton de dallage en cours d'exécution. Elle sera lissée et bouchardée. Toutes les précautions devront être prises pour obtenir une bonne planimétrie.

## **5.7. Ragréage de béton armé**

Recouplement de toutes les balèvres et coulures, bouchement des manques de matières à l'aide de mortier de ciment normal CPA.45 (dosage 650 kg).

# **VI. CHARPENTE- COUVERTURE- ETANCHEITE**

## **6.1. Charpente**

### **6.1.1. Consistance des travaux**

Les prestations comprennent :

- la fourniture des matériaux et matériels nécessaires ;
- la prestation des ouvrages adjacents ;
- les coupes, assemblages, adaptation aux supports ;
- le scellement et les raccords selon nécessité ;
- le traitement des bastaings avant assemblage en fermes et pose ;
- Le traitement des chevrons avant pose.

Les prix de ces prestations s'entendent toutes sujétions et aléas comprises.

### **6.1.2. Composition de la charpente**

La charpente sera réalisée avec du bois rouge traité au fongicide. Les éléments de charpente seront assemblés et fixés par clouage à des éléments (échantignolles, etc ...) préalablement scellés dans la structure.

## **6.2. Couverture**

La couverture sera en tôles ondulées galvanisées de 0,23 fixées sur les chevrons en bois 8x8 (système étanche y compris).

## **6.3. Etanchéité**

### **6.3.1. Consistance des travaux**

Les prestations de l'Entrepreneur comprennent :

- la fourniture des matériaux et matériels nécessaires ;
- l'exécution de l'étanchéité en infrastructure ;
- l'exécution de l'étanchéité des solins ou des couronnements.

# **VII. CARRELAGE**

## **7.1. Prescriptions techniques particulières**



- Quincaillerie des portes et placards :
  - ☐ Portes :
    - b. 3 paumelles bichromatées à bouts droits 140x60 en acier roulé ;
    - c. serrure à mortaiser/coffre;
    - d. canon bloc tout.

Les prix des menuiseries s'entendent toutes sujétions et aléas et s'appliquent à l'unité (U) pour les portes et fenêtres.

Un échantillon de chaque ouvrage sera soumis pour approbation (au Contrôle) avant la confection de la totalité.

#### **8.4. Faux plafond**

Les travaux comprennent :

- la fourniture et la pose des matériaux et matériels nécessaires ;
- la fixation correcte de l'ossature en bois ;
- la pose du contreplaqué 4 mm de premier choix ;
- la pose des couvre-joints ;
- le traitement insecticide et fongicide des bois avant la pose.

Les prix de ces prestations s'entendent toutes sujétions aléas et s'appliquent au mètre carré (m²).

Les mailles des plaques seront de dimension 50cm x 50cm et autant que possible l'Entrepreneur devra s'arranger pour que dans chaque local, les mailles soient régulières.

Des échantillons de chaque partie du plafond seront soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre avant leur mise en œuvre.

### **IX. ELECTRICITE**

#### **9.1. Généralités**

L'Entrepreneur du présent lot devra exécuter les travaux faisant l'objet de la présente spécification technique en observant les normes et règlements congolais, les règles et normes françaises en particulier, les normes et recommandations UTE dans l'édition la plus récente.

Les plus values, résultats des travaux supplémentaires pour la mise en conformité des installations avec les textes suscités, seront obligatoirement à la charge de l'Entrepreneur.

#### **9.2. Dossier d'exécution**

Les emplacements des éventuelles installations (interrupteurs, prise de courant, appareil d'éclairage etc.) sont indiqués sur le plan.

Néanmoins, ce dossier reste incomplet et est établi pour la consultation des Entreprises. Il ne peut en aucun cas être considéré comme un dossier d'exécution qu'il appartient à l'Entreprise attributaire des travaux de dresser.

#### **9.3. Consistance des travaux**

L'implantation des bâtiments sur le site reste indéterminée. Il est demandé aux Soumissionnaires d'effectuer une visite sur les lieux afin de mieux appréhender les difficultés d'exécution car aucune plus value ne sera accordée après l'attribution du Marché.

Les principales tâches à exécuter sont :

- la réalisation du poste de livraison (prévoir un abri pour recevoir le branchement ; SNE éventuellement) devant alimenter les différents bâtiments ;
- les sections et longueurs des câbles devant raccorder les bâtiments à l'armoire principale (livraison) sont à déterminer ultérieurement ;
- la réalisation des installations intérieures
- la fourniture et la pose des différents appareils et appareillages électriques ;
- la réalisation du circuit de terre ;
- le raccordement électrique au réseau SNE (poste à prévoir dans le devis).

#### **9.4. Prescriptions techniques particulières**

##### **9.4.1. Appareils et appareillages**

Les appareils seront de bonne qualité et répondant aux normes en vigueur. Ils seront posés complets. Toutes les prises de courant seront de types 2P+T.

##### **9.4.2. Installations intérieures**

Toute l'installation électrique intérieure y compris les coffrets sera du type encastré. La section des fils sera de 2,5mm<sup>2</sup> pour les prises.

Les conducteurs de phase seront de couleur Noir et Rouge ; les conducteurs de neutre seront de couleur Bleu et les conducteurs de terre seront de couleur Jaune - Vert.

#### **9.5. Mise à la terre de l'installation**

La mise à la terre sera faite suivant le schéma approuvé par le Maître d' OEuvre. Au cas où la valeur de la terre serait supérieure à 100hms, une amélioration sera demandée à l'Entreprise. La liaison entre la barrette de coupure et le coffret se fera par fil de terre de couleur jaune et vert. Sa section sera identique à celle du câble d'alimentation.

#### **9.6. Plans de recollement**

Il sera établi en trois (03) exemplaires dont un reproductible remis lors de la réception provisoire des travaux.

### **X. PLOMBERIE SANITAIRE**

#### **10.1. Consistance des travaux**

Font l'objet du présent chapitre, les travaux de fourniture et de pose :

- des tuyauteries d'amenée et de distribution d'eau potable depuis une source jusqu'au point de service ;
- des tuyauteries d'évacuation des eaux usées, des eaux vannes et des eaux pluviales ;
- des appareils sanitaires avec robinetterie et accessoires de pose ;
- de tous les autres ouvrages décrits ou non mais nécessaires au bon fonctionnement des installations.

#### **10.2. Prescriptions techniques particulières**

L'Entreprise devra observer les règles d'urbanisme en République du Congo, surtout celles prescrites par la Société Nationale de Distribution d'Eau (SNDE).

Les canalisations d'eau potable seront enterrées et pourront être, soit en PVC pression, soit en acier galvanisé.

Les canalisations en acier galvanisé seront du type tarif 1, filetés, assemblés par manchons en fonte malléable galvanisée. Il ne sera admis aucun cintrage sur les tubes galvanisés. Les changements de direction seront effectués soit par des coudes, soit par des tés.

Les canalisations en PVC pression seront assemblées par collage, les pièces spéciales de raccordement aux robinets, vannes et compteurs seront d'un type agréé par le fabricant du PVC. Les changements de direction seront faits par coudes ou tés en PVC. Les rayons de courbure adoptés lors de la pose des conduites ne dépassent pas les recommandations du fabricant. Le cintrage à chaud est proscrit. Les canalisations d'eaux usées et d'eaux vannes seront exécutées en tuyau PVC, assemblées entre eux par collage. Leur diamètre sera adapté à leur fonction et à leur débit.

### **10.3. Appareils sanitaires**

- lavabo de 60 en porcelaine de couleur;
- timbre d'office ;
- siphon de sol ;
- impluvium pour les sites où les services de la SNDE n'y sont pas encore.

## **XI. PEINTURE**

### **11.1. Consistance des travaux**

Les travaux de peinture comprennent :

- les travaux préparatoires tels que le ponçage, le dégraissage, le brossage, etc. ;
- l'exécution des surfaces témoins suivant les teintes choisies par l'architecte ;
- la fourniture et l'application de tous les produits ;
- les raccordements de peinture ;
- le nettoyage des locaux ainsi que tous les ouvrages ayant été salis au cours de l'exécution des travaux de peinture.

### **11.2. Peinture sur enduit**

Les enduits, après préparation des surfaces, seront brûlés au lait de chaux avant de recevoir deux couches de peinture FOM à l'eau teintée.

Les enduits des salles devant recevoir de la peinture à l'huile sont précisés dans le devis quantitatif estimatif.

### **11.3. Peinture sur menuiseries métalliques**

Les couches primaires de protection antirouille seront exécutées au bichromate de zinc au minium de plomb ou de tous autres produits de qualités similaires.

Les trois couches de finitions seront du type peinture à huile.

### **11.4. Peinture sur menuiseries bois**

Les menuiseries bois seront poncées, dégraissées et rebouchées au mastic à huile et au blanc de zinc ou au produit vinylique ou glycérophthalique. Elles recevront une couche d'impression avant la pose.

Trois couches de finition seront ensuite appliquées, avec un soin particulier dans leur exécution.

L'essence employée à la finition des peintures sera obligatoirement celle de térébenthine.

## **XII. LES TRAVAUX DE REHABILITATION**

Il faut noter que dans le cadre du présent projet, « réhabiliter » s'entend « remettre à neuf ».  
Au cas où ceci ne serait pas possible, l'on parlerait purement et simplement de « construire ».

En effet les travaux de réhabilitation portent sur :

- ☐ les charpentes – couvertures ;
- ☐ les maçonneries ;
- ☐ les enduits ;
- ☐ les ouvertures ;
- ☐ les sols ;
- ☐ les peintures ;
- ☐ des aménagements de sauvegarde des ouvrages (désensablement, pièges à sable, soubassement de protection des fondations, trottoir, etc ...).

Dès lors que des réhabilitations sont prescrites pour un ouvrage, le corps d'état concerné doit être complètement déposé selon les règles de l'art, le réceptacle bien préparé pour recevoir la nouvelle pose.

Le Titulaire se référera alors aux stipulations ci-dessus énoncées (Points I à XI).

Les matériaux et/ou matériels provenant des déposes demeurent propriétés du seul Maître d'Ouvrage et leur destination sera recommandée au Titulaire par le Représentant du Maître d'Ouvrage.

En cas de rejet, les matériaux et/ou matériels devront être retirés du chantier par le Titulaire  
Recommandations particulières

- Charpente : le Titulaire devra s'assurer de la solidité et de la commodité des points d'accrochage des nouveaux éléments, démonter tout ou partie de la toiture abîmée, le chargement et l'évacuation vers une zone de décharges agréée.
- Enduits et chape de sol : l'existant (le bout) devra être préparé (scarifié et humidifié) de manière à permettre une parfaite adhésion du nouveau.
- Peintures : les surfaces des anciennes peintures devront être bien poncées et soufflées avant de recevoir les nouvelles couches de peintures.

## **VOLUME 4.3**

### **MODÈLES D'OFFRE FINANCIÈRE**

#### **CONTRATS à PRIX UNITAIRES**

##### **4.3.1 - Préambule**

##### **4.3.2 - Détail Estimatif**

##### **4.3.3 - Bordereau des Prix**

##### **4.3.4 - Travaux en régie**

##### **4.3.5 – Sous-détail des Prix**

## **VOLUME 4.3.1 – PREAMBULE**

### **1. Généralités**

1.1 Le Détail Estimatif (Volume 4.3.2) est le document comportant une ventilation par poste des travaux à exécuter dans le cadre d'un marché à prix unitaires et indiquant pour chaque poste une quantité et le prix unitaire correspondant. Les quantités fixées dans le Détail Estimatif sont des quantités estimées. Chaque prix de chaque poste du Détail Estimatif est précisé davantage dans le Bordereau des Prix (Volume 4.3.3).

Les montants dus sont fixés par la détermination par des métrés de la masse réelle des travaux exécutés et par l'application des prix unitaires aux quantités réellement exécutées pour les postes correspondants.

1.2 Le Sous-détail des Prix (Volume 4.3.5) est la liste qui contient les prix élémentaires, prix secs et coefficients dont résulte chaque prix repris dans le Détail Estimatif et le Bordereau des Prix et dans le Tableau des Travaux en Régie.

Le Sous-détail des Prix fournit les coefficients pour l'application de la formule de révision des prix mentionnée à l'article 48.2 des Conditions Particulières et peut servir de base d'évaluation pour des travaux additionnels ordonnés mentionnés à l'article 37.5 des Conditions Générales.

1.3 Les montants provisoires destinés à être utilisés lorsque les travaux sont réalisés en régie (Volume 4.3.4), ne peuvent être utilisés que sur la base d'un ordre de service du Maître d'oeuvre conformément aux termes du contrat.

### **2. Spécificités pour les Volumes 4.3.2, 4.3.3 et 4.3.4**

2.1 Les prix indiqués dans le Détail Estimatif et le Bordereau des Prix couvrent la totalité de la valeur des travaux décrits dans les postes, y compris tous les coûts et dépenses requis pour la réalisation des travaux, de même que les travaux temporaires et équipements nécessaires et tous les risques généraux, responsabilités et obligations expressément ou implicitement prévus dans les documents sur lesquels l'offre se base. Les charges d'établissement, profits et indemnités de toutes les obligations sont également réparties uniformément sur l'ensemble des prix unitaires.

2.2 Sauf mention spécifique et claire dans les spécifications techniques ou le Bordereau des Prix et le Détail Estimatif, seuls les travaux permanents sont évalués.

2.3 Aucune somme ne sera prévue pour la perte de matériaux ou de volume durant le transport ou le compactage.

2.4 Les prix n'incluent pas les taxes et droits fiscaux dont l'exonération est explicitement donnée pour le marché. Les taxes et droits fiscaux non-exonérés sont, sauf ceux indiqués séparément dans les présents Modèles d'offre financière, compris dans les prix du Détail Estimatif, le Bordereau des Prix et le Tableau des travaux en Régie.

2.5 Les unités de calcul utilisées dans la documentation technique jointe sont celles du Système International (SI). Aucune autre ne sera utilisée pour l'évaluation, la fixation des prix, les détails des plans, etc. (Toute unité non mentionnée dans la documentation technique doit aussi être exprimée conformément aux termes du SI). Les abréviations utilisées dans le bordereau s'interprètent de la manière suivante:



|                 |                           |
|-----------------|---------------------------|
| mm              | signifie millimètre       |
| m               | signifie mètre            |
| mm <sup>2</sup> | signifie millimètre carré |
| m <sup>2</sup>  | signifie mètre carré      |
| m <sup>3</sup>  | signifie mètre cube       |
| kg              | signifie kilogramme       |
| to              | signifie tonne (1000 kg)  |
| pcs             | signifie pièces           |
| h               | signifie heure            |
| f.              | signifie forfait          |
| km              | signifie kilomètre        |
| l               | signifie litre            |
| %               | signifie pour cent        |
| DN              | signifie diamètre nominal |
| h/m             | signifie homme/mois       |
| h/j             | signifie homme/jour       |

### VOLUME 4.3.2 – DETAIL ESTIMATIF

| PRIX N°                                    | TITRE   | UNITE | PRIX UNITAIRE | QUANTITES ESTIMEES | MONTANT     |
|--|---|-------|---------------|--------------------|-------------|
| (a)  | (b)   | (c)   | (d)           | (e)                | (f = d * e) |
| 000  | <par exemple:<br>installation du<br>chantier> |       |               |                    |             |
| 001  |   |       |               |                    |             |
| ...  |   |       |               |                    |             |
|  | Total 000-99                                  |       |               |                    |             |
| 100  |   |       |               |                    |             |
| 101  |   |       |               |                    |             |
| ...  |   |       |               |                    |             |
|  | Total 100-199                                 |       |               |                    |             |
| 200  |   |       |               |                    |             |
| 201  |   |       |               |                    |             |
| ...  |   |       |               |                    |             |
|  | Total 200-299                                 |       |               |                    |             |
| 300  |   |       |               |                    |             |
| 301  |   |       |               |                    |             |
| ...  |   |       |               |                    |             |
|  | Total 300-399                                 |       |               |                    |             |
| ....                                       |   |       |               |                    |             |
| Montant total<br>des travaux<br>hors régie |   |       |               |                    |             |
| Travaux en<br>régie                        |   |       |               |                    |             |
| Total                                      |   |       |               |                    |             |

Note: La numérotation des prix sous (a) et leurs titres sous (b) correspondent à ceux du Bordereau des Prix.

### VOLUME 4.3.3 – BORDEREAU DES PRIX

|   |   |
|---|---|
| <b>PRIX N° ....</b> <par exemple: PRIX N° 201>  |   |
| <b>Titre : ...</b> <par exemple: DECAPAGE DE L'ASSIETTE DE LA ROUTE>  |   |
| <p>Description des modalités d'exécution des travaux payés par ce prix, ainsi que des modalités de comptabilisation des quantités exécutés et payables par ce prix.</p> <p>&lt;par exemple: Ce prix rémunère au mètre carré (m<sup>2</sup>) de surface effective, mesurée en projection horizontale, le décapage de la terre végétale exécuté à l'intérieur de l'assiette de la route. Il comprend notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la récupération de la terre végétale, son chargement, son transport, quelle que soit la distance, son déchargement, sa mise en dépôt, provisoire ou définitive, dans un lieu agréé par l'Ingénieur;</li> <li>- le curage des fossés existants inclus dans l'assiette;</li> <li>- toutes les sujétions afférentes à un décapage du terrain.</li> </ul> <p>Ce prix s'applique a mètre carré de surface décapée, mesuré par métré contradictoire.&gt;</p> |   |
| <b>PRIX N° ... - TITRE: ....</b><br><br><par exemple: PRIX N° 201 - DECAPAGE DE L'ASSIETTE DE LA ROUTE>   |   |
| <b>Prix en lettres:</b><br><br><par exemple: le mètre carré: ..... GNF (Franc Guinéen)>   | <b>Prix en chiffres:</b><br><br><par exemple: .... GNF (Franc Guinéen)> |

|   |                                 |
|---|---------------------------------|
| <p align="center"><b>PRIX N° .... &lt;par exemple: PRIX N° 202&gt;</b></p> <p align="center"><b>Titre : ...</b></p>   |                                 |
| <p>Description des modalités d'exécution des travaux payés par ce prix, ainsi que des modalités de comptabilisation des quantités exécutés et payables par ce prix.</p> |                                 |
| <p><b>PRIX N° ... - TITRE: ....</b></p>   |                                 |
| <p><b>Prix en lettres:</b></p>  | <p><b>Prix en chiffres:</b></p> |

**Etc.**

## **VOLUME 4.3.4 – SOUS-DETAIL DES PRIX**

**A: détail des prix élémentaires des salaires horaires**  
(convertis en FCFA/heure)

| N°  | Qualification                            | Salaire mensuel<br>(1) | Salaire horaire<br>(2) | Heures sup.<br>(3) | Charges sociales<br>(4) | Déplacement<br>(5) | Total Horaire<br>(6) |
|-----|--|------------------------|------------------------|--------------------|-------------------------|--------------------|----------------------|
| A1  | Manœuvre 1 <sup>ère</sup> catégorie      |                        |                        |                    |                         |                    |                      |
| A2  | Ouvrier 3 <sup>ème</sup> catégorie       |                        |                        |                    |                         |                    |                      |
| A3  | Ouvrier 5 <sup>ème</sup> catégorie       |                        |                        |                    |                         |                    |                      |
| A4  | Chef d'équipe 7 <sup>ème</sup> catégorie |                        |                        |                    |                         |                    |                      |
| A5  | Chef de chantier                         |                        |                        |                    |                         |                    |                      |
| A6  | Chauffeur PL                             |                        |                        |                    |                         |                    |                      |
| A7  | Conducteur d'engins                      |                        |                        |                    |                         |                    |                      |
| A8  | Conducteur de travaux                    |                        |                        |                    |                         |                    |                      |
| A9  | Mécanicien 7 <sup>ème</sup> catégorie    |                        |                        |                    |                         |                    |                      |
| A9  | Topographe                               |                        |                        |                    |                         |                    |                      |
| A10 | Dessinateur projeteur                    |                        |                        |                    |                         |                    |                      |
| A11 | ...                                      |                        |                        |                    |                         |                    |                      |

Les qualifications ci dessus sont données à titre d'exemple et ne sont pas limitatives.

- (1) salaire si le salarié est payé mensuellement
- (2) salaire horaire si le salarié est payé à l'heure, sinon salaire mensuel divisé par l'horaire légal (... heures/mois)
- (3) coût moyen des heures supplémentaires, c'est-à-dire salaire horaire par coefficient d'heures supplémentaires  
Coefficient moyen à appliquer sur le salaire pour tenir compte des heures supplémentaires..... (=salaire brut total/ salaire brut sans heures supplémentaires)
- (4) taux des charges sociales (incluant protection sociale, congés, ...) multiplié par le salaire brut (ce taux peut être différent selon les catégories de salariés)
- (5) déplacements moyens mensuels ou journaliers divisés par le nombre d'heures légal mensuel ou journalier
- (6) =(2)+(3)+(4)+(5)

Fait à .....Le ...

Le soumissionnaire (signature)

**B: détail des prix élémentaires de fourniture de matériaux et consommables**  
(en FCFA/unité)

| N°  | Description                  | Unité          | Origine<br>(1) | Prix unitaire<br>origine<br>(2) | Transport au<br>chantier<br>(3) | Droits, Taxes,<br>redevances<br>(4) | Pertes |               | Total<br>(6) |
|-----|------------------------------|----------------|----------------|---------------------------------|---------------------------------|-------------------------------------|--------|---------------|--------------|
|     |                              |                |                |                                 |                                 |                                     | %      | Valeur<br>(5) |              |
| C1  | Gazole                       | L              |                |                                 |                                 |                                     |        |               |              |
| C2  | Granulats pour béton         | m <sup>3</sup> |                |                                 |                                 |                                     |        |               |              |
| C3  | Sable pour béton 2/4         | m <sup>3</sup> |                |                                 |                                 |                                     |        |               |              |
| C4  | Ciment                       | T              |                |                                 |                                 |                                     |        |               |              |
| C5  | Acier pour béton             | Kg             |                |                                 |                                 |                                     |        |               |              |
| C6  | Fil de fer recuit            | Kg             |                |                                 |                                 |                                     |        |               |              |
| C7  | Bois de coffrage             | m <sup>2</sup> |                |                                 |                                 |                                     |        |               |              |
| C8  | Contreplaqué                 | m <sup>2</sup> |                |                                 |                                 |                                     |        |               |              |
| C9  | Plastifiants                 | Kg             |                |                                 |                                 |                                     |        |               |              |
| C10 | Revêtement pour béton        | Kg             |                |                                 |                                 |                                     |        |               |              |
| C11 | Béton bitumineux             | T              |                |                                 |                                 |                                     |        |               |              |
| C13 | Echelles pour regard         | U              |                |                                 |                                 |                                     |        |               |              |
| C14 | Clôtures                     | MI             |                |                                 |                                 |                                     |        |               |              |
| C15 | Panneaux de<br>signalisation | U              |                |                                 |                                 |                                     |        |               |              |
| C16 | ...                          |                |                |                                 |                                 |                                     |        |               |              |

La liste n'est pas limitative

- (1) Localisation géographique du fournisseur ou éventuellement du (des) gisement(s)
- (2) Prix fournisseur ou prix de revient au gisement ou à l'arrivée sur le territoire national
- (3) Prix de revient du transport depuis le gisement ou l'arrivée sur le territoire national jusqu'au chantier
- (4) A charge de l'entreprise
- (5) Pertes et bris éventuels à fixer par le soumissionnaire
- (6) Prix élémentaires de fourniture de matériaux : (6) = (2)+(3)+(4)+(5).

Fait à ..... Le .....



Le soumissionnaire (signature)

**C: détail des prix élémentaires horaires des engins et équipements**  
**(en FCFA/heure)**

| N° | Description              | Date d'achat du matériel | Valeur de remplacement (VR) HT (1) | Droits Taxes (2) | VR + taxes (3) | Nb Jours (4) | Amort. / jour (5) | Carb. Coût / Jour (6) | Lub. Coût / jour HT (7) | P.R HT /jour (8) | Lub &P.R Taxes /jour (9) | M.O (10) | Total / jour (11) | Temps de travail journalier moyen (12) | Total / heure (13) |
|----|--------------------------|--------------------------|------------------------------------|------------------|----------------|--------------|-------------------|-----------------------|-------------------------|------------------|--------------------------|----------|-------------------|--|--------------------|
| B1 | Bull D8N                 |                          |                                    |                  |                |              |                   |                       |                         |                  |                          |          |                   |  |                    |
| B2 | Niveleuse 14 G           |                          |                                    |                  |                |              |                   |                       |                         |                  |                          |          |                   |  |                    |
| B3 | Pelle sur Chenille CAT.. |                          |                                    |                  |                |              |                   |                       |                         |                  |                          |          |                   |  |                    |
| B4 | Pelle sur pneu CAT ..    |                          |                                    |                  |                |              |                   |                       |                         |                  |                          |          |                   |  |                    |
| B5 | Trancheuse Type ..       |                          |                                    |                  |                |              |                   |                       |                         |                  |                          |          |                   |  |                    |
| B5 | Pompe                    |                          |                                    |                  |                |              |                   |                       |                         |                  |                          |          |                   |  |                    |
| B6 | Vibreux à béton Type...  |                          |                                    |                  |                |              |                   |                       |                         |                  |                          |          |                   |  |                    |
| B7 | ...                      |                          |                                    |                  |                |              |                   |                       |                         |                  |                          |          |                   |  |                    |

- (1) Valeur estimée d'achat HT d'un matériel du même type, mais neuf dans la capitale du pays du chantier à la fin de vie du matériel actuel  
(2) Droits et taxes à charge du titulaire sur achat matériel  
(3) (3) = (1)+(2)  
(4) Produit du nombre d'années d'amortissement par le nombre de jours de travail par an.  
(5) Amortissement journalier (5)=(3)/(4)  
(6) consommation journalière moyenne de carburant ; le carburant est exprimé en TTC.  
(7) coût journalier des lubrifiants (HT)  
(8) coût journalier des pièces de rechange (HT)  
(9) Droits et taxes à charge du titulaire sur les pièces et les lubrifiants (par jour).  
(10) Prix de la main d'œuvre (mécaniciens par jour)  
(11) Prix élémentaires journaliers du matériel : (11) = (5)+(6)+(7)+(8)+(9)+(10).  
(13) Prix élémentaire du matériel. (11)/(12)

Fait à ..... Le .....

Le soumissionnaire (signature)

**D: cadre du détail des prix unitaires du bordereau des prix**  
**(en FCFA)**

N° du prix unitaire:

Rendement par jour: m<sup>3</sup>/jour

Désignation du prix unitaire:

Quantités prévues:

| COMPOSANTS<br>DU PRIX<br>MATÉRIEL<br>FOURNITURES<br>ET TRAVAUX<br>SOUS-TRAITÉS<br><br>DESIGNATION | Quantité ou<br>durée<br>d'utilisation<br>h/day (Q) | U | MATÉRIEL                       |                                    |  |                                 | MAIN D'ŒUVRE     |                    | TOTAUX<br>FCFA/jour |
|---|--|---|--------------------------------|------------------------------------|--|---------------------------------|------------------|--------------------|---------------------|
|   |  |   | AMORTISSEMENT<br>FCFA/h<br>(1) | GROS<br>ENTRETIEN<br>FCFA/h<br>(2) | CARBURANT-<br>LUBRIFIANTS<br>FCFA/h<br>(3) | TOTAL<br>FCFA/jour<br>Qx(1+2+3) | Prix<br>unitaire | TOTAL<br>FCFA/jour |                     |
| MATÉRIEL  |  | h |                                |                                    |  |                                 |                  |                    |                     |
|   |  | h |                                |                                    |  |                                 |                  |                    |                     |
| MATÉRIAUX   |  |   |                                |                                    |  |                                 |                  |                    |                     |
|   |  | h |                                |                                    |  |                                 |                  |                    |                     |
| MAIN<br>D'ŒUVRE   |  | h |                                |                                    |  |                                 |                  |                    |                     |
|   |  | h |                                |                                    |  |                                 |                  |                    |                     |
|   |  |   |                                | TOTAL FCFA/jour                    |  |                                 |                  |                    |                     |
|   |  |   |                                | Coût sec FCFA/m <sup>3</sup>       |  |                                 |                  |                    |                     |

**E- cadre du détail des frais de chantier Fc**  
(en FCFA)

| <b>Moyens</b>                | <b>Nombre</b> | <b>Prix<br/>élémentaire</b> | <b>Total coût<br/>sec</b> |
|------------------------------|---------------|-----------------------------|---------------------------|
| <b>Main d'œuvre</b>          | <b>Mois</b>   | <b>MN ou<br/>FCFA/mois</b>  | <b>FCFA</b>               |
| A1 Directeur de Chantier     |               |                             |                           |
| A2 Ingénieur                 |               |                             |                           |
| A3 Conducteur de travaux     |               |                             |                           |
| A4 Secrétaire                |               |                             |                           |
| A5 Chauffeurs                |               |                             |                           |
| A6 Plantons                  |               |                             |                           |
| A7 ...                       |               |                             |                           |
| Sous-total main d'œuvre      |               |                             |                           |
| <b>Matériel</b>              | <b>Mois</b>   | <b>MN ou<br/>FCFA/mois</b>  | <b>FCFA</b>               |
| B1 Voiture 4 x 4             |               |                             |                           |
| B2 Berline                   |               |                             |                           |
| B3 Fourgon transport person. |               |                             |                           |
| B4 ...                       |               |                             |                           |
| Sous-total matériel          |               |                             |                           |
| <b>Matériaux</b>             | <b>Mois</b>   | <b>FCFA/mois</b>            | <b>FCFA</b>               |
| C1 Gazole                    |               |                             |                           |
| C2 ...                       |               |                             |                           |
| Sous-total matériaux         |               |                             |                           |
| <b>Divers</b>                | <b>Mois</b>   | <b>FCFA/mois</b>            | <b>FCFA</b>               |
| D1 Locations                 |               |                             |                           |
| D2 Téléphone                 |               |                             |                           |
| D3 ...                       |               |                             |                           |
| Sous-total divers            |               |                             |                           |
| <b>Total général</b>         |               |                             |                           |

### **F- cadre du détail des frais généraux et bénéfices Fg**

| N° |                            | % de l'offre |
|----|----------------------------|--------------|
|    |                            |              |
| 1  | Frais financiers           |              |
| 2  | Frais d'assurance          |              |
| 3  | Frais de garantie          |              |
| 4  | Révision des prix          |              |
| 5  | Impôts directs             |              |
| 6  | Autres frais               |              |
|    |                            |              |
| 7  | Pénalités                  |              |
| 8  | Imprévus                   |              |
| 9  | Frais de siège et d'agence |              |
| 10 | Bénéfices nets             |              |
| 11 | Impôts sur les bénéfices   |              |
|    |                            |              |
|    | <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>       |              |

1. Les frais financiers sont les frais encourus en dehors du processus de production proprement dit (démarrage du projet, découverts, etc.).
2. Les assurances sont celles décrites à l'article 16 des conditions générales des marchés de travaux.
3. Les frais de garantie sont les coûts bancaires pour l'émission de garanties (avance, bonne exécution, garantie pour retenues, etc.).
4. Selon le jugement de l'entreprise sur la qualité de la formule de révision de prix, elle prévoira ou non une provision sous cette rubrique.
5. Il s'agit de la TVA dans le pays du chantier, des frais de douane pour les matériaux importés, etc.
7. Si l'entreprise envisage la possibilité d'un retard sur le chantier, elle pourra prévoir une provision sous cette rubrique.
8. Les imprévus ici sont liés à des incertitudes de l'entreprise sur le dossier d'appel d'offres, le manque de connaissance du pays, etc.
9. Les frais de siège sont composés de frais fixes de l'entreprise tels que les services de comptabilité, de qualité, le management, les différents départements, les bâtiments du siège, etc. et sont communs à tous les chantiers de l'entreprise. Les frais d'agence sont les frais communs à tous les chantiers dans la zone de compétence de l'agence.

11. Il s'agit des impôts, payés dans le pays du chantier ou dans le pays du siège de l'entreprise (dans le cas d'une entreprise internationale).

## **VOLUME 5**

### **DOCUMENTS DE CONCEPTION ET LES PLANS**